

# Introduction. La participation politique en ligne au révélateur du pétitionnement électronique

Jean-Gabriel Contamin, Raphaël Kies, Olivier Paye, Jean-Benoit Pilet

▶ **To cite this version:**

Jean-Gabriel Contamin, Raphaël Kies, Olivier Paye, Jean-Benoit Pilet. Introduction. La participation politique en ligne au révélateur du pétitionnement électronique. Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, 2021, Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, 28, pp.7-45. 10.3917/parti.028.0007 . hal-03242776

**HAL Id: hal-03242776**
**https://hal.univ-lille.fr/hal-03242776**

Submitted on 31 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Introduction. La participation politique en ligne au révélateur du pétitionnement électronique

Jean-Gabriel Contamin, Raphaël Kies, Olivier Paye, Jean-Benoit Pilet

« Le pétitionnement est-il un phénomène assez important pour mériter l'attention d'étudiants en science politique ? »[1] C. Leys (1955), l'un des rares politistes à avoir traité en propre de cet objet, se posait cette question en 1955 et n'y répondait de manière affirmative qu'en renvoyant ce sujet à une étude historique.

De fait, forme dite non conventionnelle de participation politique, le pétitionnement est l'une des pratiques de participation les plus anciennes et communes des démocraties libérales. Pourtant, alors que se multiplient les recherches consacrées à d'autres formes de comportement protestataire, très peu de travaux sont spécifiquement dédiés au pétitionnement citoyen (Neiman, Gottdiener, 1982, 1985 ; Carpenter, 2003, 2016 ; Contamin, 2001, 2013). La plupart du temps, dans le peu d'études qui lui sont consacrées, le pétitionnement est au mieux considéré comme un prétexte pour traiter d'autres sujets. Ainsi, plusieurs psychosociologues aux États-Unis en font un terrain de prédilection pour analyser les phénomènes d'obéissance et de conformité (Blake, Mouton, Hain, 1956 ; Helson, Blake, Mouton, 1958 ; Freedman, Fraser, 1966 ; Keasey, Tomlinson-Keasey, 1973 ; Garrett, Wallace, 1975 ; Konecni, Erbesen, 1975 ; Stang, 1976 ; Walsh, 1977 ; Dejong, 1981 ; ou Harris, McAndrew, 1986), voire d'oubli (Pierce, Lovrich, 1982). Le pétitionnement est parfois pris en compte aussi au travers d'études quantitatives qui cherchent à comparer différents modèles de participation politique selon les pays (Barnes, Kaase, 1979 ; Duyvendak, 1994 ; Crozat, 1998 ; Dalton, 2019) ou selon les groupes sociaux (Wolfsfeld, 1986 ; Ikeda, Richey, 2005 ; Chong, Rogers, 2005).

Longtemps, cette pratique, bien qu'historiquement fondamentale (Zaret, 1996, 2000), a peu fait l'objet d'attention en tant que telle (Contamin, 2020). D'abord parce qu'elle était considérée comme trop évidente pour les scientifiques : une pratique « *easy-riding* » (Mitchell, 1979), pas vraiment efficace, mais pas vraiment coûteuse pour les signataires du texte (Klandermans, Oegema, 1994). Ensuite, parce qu'elle était vue comme tombant en désuétude (Charle, 1991).

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a toutefois contribué à lui donner une nouvelle actualité. En effet, ces évolutions semblent d'abord avoir facilité le recours à cette pratique, comme en témoigne la prolifération de plateformes privées permettant au plus grand nombre de déposer sur le Web des pétitions, de les faire circuler et de les signer. Les institutions représentatives ont pris acte de ce retour du pétitionnement et s'y sont adaptées. L'e-pétitionnement a ainsi été admis dans plusieurs pays au niveau national (Allemagne, Royaume-Uni, France, États-Unis…), régional ou local (Écosse, Pays basque, Wallonie…) et au niveau international à l'instar de l'Union européenne, comme un nouvel instrument institutionnel au service d'une démocratie supposée plus participative (Macintosh,

[1] Toutes les traductions vers le français ont été effectuées par nos soins. Dans ce cas particulier, le terme « étudiants » désigne également les étudiantes.

Malina, Farrell, 2002 ; Panagiotopoulos, Elliman, 2012 ; Bochel, 2013 ; Böhle, Riehm, 2013 ; Riehm, Böhle, Lindner, 2014 ; Welp, Font Fabrega, Alarcon, Garcia-Espin, 2018 ; Contamin, 2018). Les TIC semblent donc avoir donné au pétitionnement, sous sa forme électronique, une nouvelle efficacité à la fois sociologique et institutionnelle, dont on trouve même l'écho dans les couvertures médiatiques dont il peut être l'objet[2].

Ce foisonnement de pétitions en ligne vient, qui plus est, s'intégrer dans un débat plus large sur les effets des nouvelles technologies sur la participation politique et semble même constituer un site privilégié d'observation de ce questionnement. C'est ce dont on va rendre compte en rappelant d'abord les termes de ce débat général sur la participation politique et l'intérêt de se focaliser sur l'e-pétitionnement pour le faire avancer, en soulignant ensuite qu'un ensemble de travaux ont déjà abordé cette question à partir du e-pétitionnement en ne parvenant pas toutefois à dépasser certaines limites, pour enfin présenter les contributions au présent dossier thématique comme des réponses à certaines de ces limites.

## Les effets des nouvelles technologies sur la participation politique, une question encore pendante

« En mettant à disposition du public de grandes quantités d'informations, en favorisant la décentralisation et la diversité, en facilitant l'interactivité et la communication, tout en offrant à qui le veut un espace de communication apparemment illimité, à des vitesses instantanées, [Internet] a redéfini les pratiques et les formes de la participation politique » (Dahlgren, 2015, p. 29).

Depuis l'avènement des nouvelles technologies, nombre de scientifiques, soutenant ce qu'on a convenu d'appeler le paradigme de la (re)mobilisation (« *(new) mobilization* ») (Hirzalla, van Zoonen, de Ridder, 2011), ont avancé l'idée que ce nouveau médium pourrait avoir des vertus démocratisantes. Ces cyber-enthousiastes, depuis les travaux séminaux de Seymour Lipset (1960), présentent ces nouvelles technologies comme des « technologies de la liberté » (Sola Pool, 1983) qui remettent en cause le contrôle centralisé des communications, ou comme des « technologies citoyennes » (« *citizen technologies* ») (Winner, 1994) en ce qu'elles sont supposées offrir un égal accès à la parole et permettre la diffusion des idées et tactiques protestataires de manière efficace et rapide dans le monde entier (Ayres, 1999). Ils en concluent notamment que la baisse des coûts de participation, rendue possible par Internet, aurait favorisé l'inclusion de nouveaux participants, notamment issus de groupes sociaux que des contraintes structurelles propres tenaient jusque-là éloignés des « formes instituées et temporellement circonscrites de la participation » (Wojcik, 2009), et autoriserait des liens de type nouveau entre population et classes dirigeantes (Hill, Hugues, 1998 ; Barber, 1999 ; Di Gennaro, Duton, 2006 ; Zúñiga et al., 2010).

[2] Par exemple, L.-E Husson, « La pétition en ligne, nouvelle terreur des entreprises », *Challenges*, 20 février 2014, https://www.challenges.fr/high-tech/la-petition-en-ligne-nouvelle-terreur-des-entreprises_18201 (accès le 08/01/2021).

Des travaux empiriques, aux États-Unis mais aussi en Europe, mettent ainsi en évidence les effets réels – bien que modestes – d'Internet sur la mobilisation de nouveaux publics (Boulianne, 2015 ; Eaton, 2010 ; Christensen, 2011 ; Hirzalla, van Zoonen, 2011 ; Nam, 2012). Selon ces travaux, non seulement les médias sociaux – comme YouTube, Twitter, Flickr, Facebook, Tumblr, etc. – servent pour des activités politiques, mais aussi l'utilisation d'Internet inciterait davantage à voter ou à participer politiquement, si bien que même le temps passé à « surfer tous azimuts » pourrait accroître l'activité politique (Norris, 2000 ; Wright, 2012a ; Margetts et al., 2015 ; Vaccari et al., 2015 ; Dennis, 2019). Certains avancent même que la maîtrise d'Internet pourrait être la ressource ou le coût d'entrée incontournable, voire unique, pour certaines formes de participation en ligne, indépendamment d'une quelconque motivation politique (Krueger, 2002 ; Anduiza, Gallego, Cantijoch, 2010 ; Borge, Cardenal, 2011 ; Vicente, Novo, 2014). D'autres voient finalement dans les réseaux sociaux le nouveau ciment de la vie démocratique qui se substituerait aux associations traditionnelles comme fondement du lien et du capital social (Caliendo et al., 2015).

L'activisme en ligne se serait donc ajouté à l'activisme hors ligne selon des articulations encore pour partie à interroger. Il ouvrirait sur de nouvelles logiques d'engagement, les logiques de l'action « connectée », différentes des logiques traditionnelles de l'action collective (Bimber, Flanagin, Stohl, 2005 ; Bennett, Segerberg, 2012), et qui se traduiraient, comme pour l'activisme hors ligne, par des sous-modèles d'e-participation (Cantijoch, Gibson, 2013) réfractant une pluralité de rapports au politique, des plus distants au plus actifs (Leonard, 2009 ; Christensen, 2011 ; Vie, 2014). L'activisme en ligne se traduirait ainsi par l'émergence de nouveaux modes d'action (Granjon, 2002a ; Peretti, Micheletti, 2004 ; Greffet, Wojcik, 2008 ; Badouard, 2013 ; Théviot, Mabi, 2014 ; Babeau, 2014 ; Halupka, 2014), voire de nouveaux répertoires d'action (Granjon, 2002 b, Van Laer, Aelst, 2010).

Selon d'autres études, il y aurait plutôt des formes d'hybridation entre activisme en ligne et hors ligne (Wright, 2015a). Le premier pourrait notamment contribuer à la revitalisation d'anciennes pratiques politiques, en les ouvrant à de nouveaux protagonistes et à de nouvelles thématiques (Riehm et al., 2014 ; Puschmann, Bastos, Schmidt, 2017). Il pourrait aussi permettre de subvertir certaines des limites traditionnelles de l'action collective (Margetts et al., 2009). Il se traduirait surtout par des formes d'hybridation entre engagement hors ligne et engagement en ligne, variables selon les modes d'action et les individus (Bastos, Mercea, Charpentier, 2015 ; Lee, Chan, 2016).

Ces nouveaux protagonistes, impliqués dans de nouvelles formes d'action, en viendraient aussi à dire le politique autrement. Internet et les médias sociaux seraient en effet le théâtre de nouvelles formes d'énonciation politique, plus personnelles, plus « expressivistes » (Monnoyer-Smith, 2011), plus créatives, associées à des figures et des formats propres (Babeau, 2014 ; Benson, 2017). Enfin, ces formes de participation politique, nouvelles tant par leurs parties prenantes que par leurs modes et leurs contenus, seraient supposées, selon certains, bénéficier aussi d'un impact nouveau. C'est ce qu'Helen Margetts théorise pour l'action publique en général (Margetts, 2009). C'est même ce que sous-entendent les études qui parlent des « e-révolutions » qui ont touché le « monde arabe » (Lim, 2013 ; Howard, Hussain, 2013).

Pourtant, les conclusions de ces travaux demeurent contestées. Aux cyber-enthousiastes des démocraties occidentales et aux aficionados de la thèse de la « (re)mobilisation », s'opposent différents types de cyber-pessimistes. D'une part, les tenants de la thèse de la « normalisation » (« *normalization* » ou « *reinforcement* ») (Margolis, Resnick, 2000), pour qui Internet ne changerait rien pour l'essentiel aux inégalités de participation politique, voire les renforcerait, la participation en ligne étant essentiellement le fait des personnes qui participent déjà hors ligne. D'autre part, ceux qui défendent plutôt la thèse de la « substitution », qui arguent que les nouvelles technologies pourraient nourrir le « *clicktivism* » (ou « *slacktivism* » : activisme « mou » ou « paresseux ») (Shulman, 2009 ; Morozov, 2011) d'individus dont l'activité (ou activisme politique non conventionnel) ne se concevrait et ne s'exprimerait plus que par Internet tant ils auraient renoncé à franchir le pas de l'activisme hors ligne dont ils ne souhaiteraient pas supporter les coûts et les risques (déplacement, exposition publique, répression policière, etc.). Les TIC pourraient aussi faciliter des formes de surveillance, de répression et de manipulation de la participation.

Se multiplient ainsi les travaux qui, en mettant la focale sur des pays, des médias et modes d'action différents, à partir de dispositifs méthodologiques différents, se retrouvent pour conclure que, pour l'essentiel, ce sont des personnes déjà actives hors ligne qu'on retrouve dans les activités en ligne, si bien qu'Internet offrirait davantage de nouvelles opportunités à celles-ci qu'il conduirait à la mobilisation de personnes auparavant passives. Tout au plus noterait-on un regain dans les catégories les plus jeunes, mais sans que les différences sociales soient réduites (Bimber, 1999, 2001 ; Norris, 2003 ; Goldfinch, Gauld, Herbison, 2009 ; Schlozman, Verba, Brady, 2010 ; Van Laer, 2010 ; Oser, Hooghe, Marien, 2013 ; Carlisle, Patton, 2013 ; Neihouser, 2014 ; Best, Krueger, 2005 ; Boyadjian, 2016).

Certaines études avancent même qu'Internet ajouterait à la « fracture sociale » une « fracture numérique » (Norris, 2001 ; Jennings, Zeitner, 2003 ; Dalton, 2017), non seulement pour des raisons techniques, mais aussi et surtout pour des raisons cognitives. Internet exacerberait les différences d'activité entre citoyen·nes dans la mesure où seule la fraction la plus instruite de la population et la plus intéressée à la politique tirerait un réel bénéfice des nouvelles opportunités technologiques (Thomas, Streib, 2003 ; Weber, Loumakis, Bergman, 2003 ; Van Laer, 2010). On constaterait une hyperconcentration des discussions (Dormagen, Boyadjian, 2016). On pourrait parler d'une « fracture numérique » de second niveau (Min, 2010), les nouvelles technologies bénéficiant essentiellement en matière politique aux forces dominantes et « conservatrices » (Schradie, 2019). D'autant qu'au-delà même des différences de niveau d'activité, les inégalités sociales et culturelles se retrouveraient distribuées désormais au sein même des pratiques en ligne, et notamment des pratiques politiques (Cardon, 2010).

De la même façon, on interroge la nouveauté des répertoires d'action (Bellon, 2014), celle des contenus des échanges (Himelboim, Gleave, Smith, 2009 ; Dias da Silva, 2015), en mettant en avant, d'une part, les filiations avec les anciens contenus (Chartron, Rebillard, 2007), et, d'autre part, le caractère faiblement délibératif des échanges liés à ces nouveaux modes d'action (Mutz, Wojcieszak, 2009 ; Poster, 1997) – qui tiennent plus de « *flame wars* » (Dery, 1994) que de l'espace habermassien tel que l'avait imaginé Howard Rheingold (1994) – et, finalement, celle de leurs impacts. Au-delà de la remise en cause de l'impact des nouveaux médias dans les

récents mouvements de mobilisation dans le « monde arabe » (Allal, Pierret, 2013 ; Contamin, 2016), on questionne leur efficacité en la comparant notamment à celle des modes d'action « traditionnels » (Hooghe, Marien, 2014) ou en soulignant plus globalement l'incapacité de ces modes d'action à obtenir dans le monde « réel » les résultats espérés (Shulman, 2005 ; Coleman, Blumler, 2009).

Cette idée incite les adeptes de la thèse de la substitution à une remise en cause plus profonde encore. D'abord, en interrogeant le caractère politique même de beaucoup de ces échanges et de ces actions (Hoffman, 2012). Ensuite, en se demandant si Internet ne détournerait pas des véritables actions politiques au profit de formes de participation *via* les médias sociaux qui n'auraient pas de conséquences politiques réelles et qui serviraient surtout à accroître le sentiment d'utilité, de confort psychologique et d'estime de soi de ceux et celles qui les font (Eaton, 2010 ; Morozov, 2011 ; Harlow, Guo, 2014). On ferait partie de groupes politiques sur Facebook plutôt que de s'engager dans des campagnes politiques de long terme (Joyce, 2010). On discuterait politique entre amis plutôt que de s'organiser pour influencer directement les autorités publiques (Schlozman et al., 2010).

Reste qu'entre ces trois positions – remobilisation, normalisation et substitution –, les conclusions demeurent contradictoires. Quand d'aucuns mettent en avant le rôle politisant de Facebook (Chan, 2016), d'autres démontrent son rôle de « divertissement » à l'égard du politique (Theocharis, Lowe, 2016). Quand certaines études soulignent qu'Internet n'aurait pas permis un rééquilibrage de la participation politique entre hommes et femmes (Friedman, 2005 ; Vicente, Novo, 2014), d'autres mettent en évidence un effet égalisateur (Oser et al., 2013).

Selon certaines théories, ces apports contradictoires seraient pour partie liés à l'aspect trop généralisant de beaucoup des discussions, alors que la participation en ligne rassemble des pratiques très hétérogènes. Il serait donc nécessaire d'adopter une approche plus différenciée et de mieux spécifier de quel type de participation on parle pour aboutir à des conclusions plus solides (Casteltrione, 2015 ; Bimber et al., 2015 ; Berg, 2017a). C'est précisément l'un des enjeux de ce dossier de se focaliser sur l'une de ces pratiques en ligne : l'e-pétitionnement.

## La problématique des effets des nouvelles technologies en matière de participation politique au révélateur du e-pétitionnement

Le choix de se centrer sur l'e-pétitionnement plutôt que sur d'autres formes de participation politique en ligne n'est lui-même pas anodin. On peut en rendre compte par plusieurs arguments.

Premièrement, on doit constater que l'e-pétitionnement est précisément l'une des pratiques qui a été explicitement visée par celles et ceux qui se sont inquiétés d'un risque de substitution d'une participation en ligne sans portée à la participation politique « réelle ». Quand il présente sa thèse, E. Morozov (2009) explique ainsi que le « slacktivisme » peut se définir comme « un militantisme en ligne de bonne conscience qui n'a aucun impact politique ou social. Il donne à ceux qui participent à ces campagnes "slacktivistes" l'illusion d'avoir un impact significatif sur

le monde sans demander d'eux plus que de rejoindre un groupe Facebook ». Morozov termine sa démonstration ainsi : « Vous vous souvenez de la dernière pétition en ligne que vous avez signée et que vous avez transmise à l'ensemble de vos contacts ? Eh bien, c'était probablement un acte de slacktivisme ». Une idée que poursuit C. Leonard (2009) dans un papier où elle défend le slacktivisme au nom de la continuité entre les formes de militantisme, tout en proposant une typologie des modes d'action qui distingue ceux-ci en fonction de deux variables, le niveau d'engagement et le niveau de complexité technologique, pour placer explicitement la « signature de pétitions » comme exemple du « slacktivisme ». De même, S. Schumann et O. Klein (2015), lorsqu'ils souhaitent évaluer l'impact des « actions collectives en ligne à faible engagement » (« *low-threshold online collective actions* ») sur la participation politique hors ligne, choisissent précisément la signature de pétitions électroniques comme acte à tester, pour conclure aux effets effectivement démobilisateurs de ces actions « prétendument slacktivistes » (« *so-called slacktivist actions* »). Travailler sur le pétitionnement électronique, c'est donc pouvoir se confronter le plus directement à l'hypothèse de la substitution.

C'est même du reste, selon certaines études, se donner les moyens de se confronter à d'autres dérives supposées de la « démocratie » électronique (Linde, Karlsson, 2013). Des scientifiques s'interrogent ainsi sur les risques de manipulation liés aux possibilités de signatures multiples, à la mise en cause de la protection des données personnelles (Verslype et al., 2008, p.1 ; Diaz et al., 2008) ou aux usages détournés des listes de signataires (Wright, 2015b). D'autres y voient une forme de subversion de la démocratie représentative qui pourrait se traduire par des formes de « populisme ». Ces « photographies instantanées de l'opinion », souvent déformées, ne seraient pas propices à des décisions réfléchies et informées (Navarria, 2012) et tendraient à favoriser les causes réactionnaires (Wright, 2015b). Le pétitionnement électronique, faute de reposer sur des formes délibératives, « favoriserait ce type de populisme irréfléchi qui est au fondement des problèmes des démocraties contemporaines » (Coleman, Blumler, 2009, p. 152). D'autres enfin invoquent le risque que, si la « bulle démocratique » explosait faute de répondre aux attentes suscitées par ces dispositifs (Bryer, 2010), cette nouvelle forme de pétitionnement puisse renforcer les sentiments déjà négatifs à l'égard de la politique et ses personnels (Wright, 2012b) ou qu'elle puisse contribuer à réduire la légitimité des décisions prises par les instances élues (Bochel, 2013).

En retour, l'intérêt de se concentrer sur l'e-pétitionnement tient aussi au fait qu'il s'agit à la fois d'une des pratiques politiques les plus anciennes, d'une des pratiques politiques dites « non conventionnelles » les plus répandues sous sa forme « hors ligne » et d'une des pratiques politiques en ligne elles-mêmes les plus usitées (Christensen, 2012 ; Wright, 2012b). De fait, le pétitionnement, à l'inverse d'autres activités en ligne, ne demanderait pas de compétences techniques importantes (Vissers, Stolle, 2014, p. 938). De plus, du fait de ses caractéristiques, il bénéficierait tout particulièrement des opportunités procurées par les nouvelles technologies : diminution des coûts de création, d'organisation et de participation ; possibilité que les militant·es ne soient plus en coprésence (Earl, Kimport, 2013). Enfin, il tirerait bénéfice de formes diverses de reconnaissance institutionnelle aux niveaux local, régional, national et international. Dès lors, ce même pétitionnement est considéré par certaines études comme

l'exemple même des transformations que les nouvelles technologies peuvent produire en matière d'élargissement et d'approfondissement de la participation politique.

Le modèle d'e-pétitionnement mis en place par le Parlement écossais est ainsi présenté comme un moyen de revitaliser la démocratie et d'entrer dans l'ère de la démocratie digitale (Macintosh et al., 2002 ; Adams, Macintosh, Johnston, 2005). Ces travaux soulignent notamment que le pétitionnement en ligne présente un ensemble d'avancées par rapport au pétitionnement traditionnel : par exemple, la possibilité de prendre le temps de s'informer avant de signer, de faire des commentaires ou d'avoir des retours sur le progrès des pétitions (Macintosh et al., 2002). Cela se traduirait par des soutiens plus transparents et plus informés. S. Palmieri (2008), à partir du cas australien, conclut de même que l'e-pétitionnement pourrait « renforcer le processus démocratique » et « revitaliser les processus traditionnels particulièrement rigides par lesquels les gens interagissent avec les chambres parlementaires » (p. 132), tandis que D. Santucci (2007) présente le fait de combiner la pratique des pétitions avec l'utilisation d'Internet comme un moyen pour les citoyens et citoyennes d'interagir avec les institutions, de faire entendre leur voix et même de prendre part au processus de production des politiques publiques. A. Chadwick (2012, p. 61) conclut que l'e-pétitionnement serait l'un des outils les plus performants de la démocratie électronique, au moins par sa capacité à mobiliser le plus grand nombre, tandis que F. Thimsen (2015) convoque J. Rancière et E. Laclau pour voir dans la capacité des pétitions électroniques à générer l'apparence d'un sujet collectif un ferment de la politique démocratique et que J. Berg (2017a, p. 57) avance, en s'appuyant sur des travaux suédois, que, parce que l'e-pétitionnement permettrait d'obtenir des changements politiques sans avoir besoin d'importantes ressources organisationnelles, il pourrait favoriser l'« *empowerment* » (la « capacitation ») des individus plutôt que renforcer les organisations établies.

Le pétitionnement apparaît donc, aux yeux mêmes des scientifiques, comme au cœur de l'opposition entre cyber-enthousiastes et cyber-pessimistes, entre disciples de la thèse de la normalisation, voire de la substitution, et disciples de la thèse de la mobilisation. De pratique dépassée, il semble pour partie devenu l'un des sites privilégiés d'observation de l'émergence potentielle d'un nouveau rapport au politique et de nouvelles formes de participation politique. Et ce, d'autant qu'il permet très directement de comparer un passé et un présent, puisque l'e-pétitionnement est la poursuite directe du pétitionnement sous une autre forme, et qu'il est à l'origine d'un ensemble de « traces » qui peuvent en faire une source particulièrement propice pour étudier la pratique en train de se faire (Briassoulis, 2010 ; Corbett, 2011 ; Böttcher, Wolley-Meza, Brockmann, 2017 ; Yasseri, Hale, Margetts, 2017 ; Contamin, Léonard, Soubiran, 2017) ou pour construire un échantillon de cyber-militant·es à interroger (Durso et al., 2018).

Reste que ce retour en grâce scientifique de l'étude du pétitionnement sous sa forme électronique demeure encore balbutiant (Wright, 2015 b, p. 146). Il s'est jusqu'alors focalisé essentiellement sur les formes institutionnelles d'e-pétitionnement : celles qui ont été mises en forme par des relais institutionnels, au détriment de l'étude du fourmillement des initiatives qui ont pu émerger hors des canaux institutionnels, et notamment *via* les plateformes privées et militantes qui se sont multipliées.

On retrouve dans cette littérature précisément l'ensemble des problématiques qui irriguent les travaux plus généraux sur les effets des nouvelles technologies sur la participation politique, en spécifiant la réflexion au regard des caractéristiques du pétitionnement.

Les réflexions se structurent autour de deux questions principales : celle de l'élargissement ou non de la participation *via* le développement du pétitionnement électronique, et celle de l'efficacité (dans toutes ses acceptions possibles) ou non de celui-ci, et elles débouchent ici encore sur des enseignements relativement contradictoires. Le rapport consacré par A. Whyte et ses collègues (2005) à la procédure de pétitionnement en ligne mise en place au niveau local dans le quartier de Kingston-upon-Thames et dans la ville de Bristol au milieu des années 2000 est à cet égard assez significatif. D'un côté, il souligne l'ampleur de ce qui a été accompli : le lancement et la signature de pétitions par des personnes qui disent qu'elles n'auraient pas recouru à ces modes d'action s'ils ne s'étaient pas déroulés en ligne, notamment celles issues des minorités ethniques ; une plus grande transparence du processus ; un renforcement de l'« esprit civique » avec des plateformes permettant des débats sur les enjeux des pétitions ; la possibilité de soulever de nouvelles questions auprès des élu·es au niveau local ; la légitimation, en retour, du rôle du conseil municipal en le rendant plus visible. Mais, d'un autre côté, les scientifiques font part de l'inquiétude d'une fraction de la population quant à l'efficacité limitée du pétitionnement en ligne pour rassembler des signatures sur des sujets très localisés si on le compare au pétitionnement papier, ou encore du sentiment de certains édiles que le pétitionnement en ligne est essentiellement un instrument nouveau « au service des personnes qui sont déjà activement engagées pour faire entendre leur voix » (p. 4). Le rapport note surtout qu'à ce stade de l'analyse peu de pétitions en ligne ont obtenu une réponse de la part des autorités locales et qu'un des risques est que cet e-pétitionnement soit victime de son propre succès en contribuant *in fine* à la délégitimation des instances élues du fait de leur manque de réponse au regard du nombre de demandes. Un e-pétitionnement qui élargit la participation, mais qui ne débouche sur rien. Ou un e-pétitionnement qui débouche sur certains résultats, mais qui reste aux mains d'une minorité. C'est essentiellement autour de cette alternative que se structure jusque-là la littérature sur le pétitionnement électronique.

## *L'e-pétitionnement et la problématique de l'élargissement de la participation politique*

En matière d'élargissement du nombre de pétitionnaires, on voit en effet cohabiter des travaux, les plus nombreux, qui insistent sur l'incapacité de ce nouveau mode d'action à dépasser les obstacles sociologiques classiques à la participation politique avec ceux qui, sur certains points au moins, laissent entendre que certains de ces obstacles pourraient être levés.

La plupart des études tendent en effet à montrer que les inégalités sociales qui alimentent les inégalités de participation se retrouvent en matière d'e-pétitionnement. C'est ce à quoi aboutit C. J. Carman (2014) en étudiant l'un des premiers systèmes de pétitionnement en ligne mis en place par une institution, le système écossais, en évoquant les barrières sociales que constituent l'accès à Internet et le manque de temps lié à la participation des moins aisés. C'est aussi ce dont attestent l'ensemble des travaux qui ont porté sur la plateforme mise en place en Allemagne par le Bundestag concluant à la persistance des inégalités sociales en matière de pétitionnement

(Böhel, Riehm, 2013 ; Escher, Riehm, 2017), quand ils n'ajoutent pas que la « fracture numérique » (« *digital divide* ») amplifie la « fracture sociale » (« *social divide* ») : R. Lindner et U. Riehm (2011), comparant les pétitionnaires traditionnels (sous forme papier) et les e-pétitionnaires qui s'adressent au Bundestag, montrent par exemple que le passage au numérique tend à « amplifier les inégalités existantes en matière de participation en attirant essentiellement les personnes fortement mobilisées et politiquement actives, au statut économique et social élevé » (p. 17). C'est ce que semble aussi indiquer le travail de A. V. Chugunov et ses collègues (2016) sur le portail fédéral d'e-pétitions mis en place en Russie, en mettant en évidence une corrélation entre l'utilisation de cette plateforme et le développement socio-économique et technologique. C'est aussi la conclusion à laquelle parvient l'équipe qui a monté un projet expérimental d'e-pétitionnement en lien avec l'Union européenne (Ergazakis et al., 2012).

Mais du reste, l'étude de systèmes locaux de pétitionnement en ligne livre un enseignement similaire. A. Östling (2011), analysant les procédures mises en place à Bristol (Angleterre) dès 2004 et à Malmö (Suède) en 2008, explique que, même si des personnes qui n'auraient pas pétitionné sans ce système s'engagent, les caractéristiques des signataires confirment « le modèle traditionnel de sous-représentation de certains groupes comme les femmes et les classes populaires » (p. 65). Et ce, même si, comme le note M. Jonsson (2014) à propos de la procédure suédoise, les barrières à la participation semblent moins importantes en matière de pétitionnement que pour des modes d'engagement plus délibératifs. J. Toland (2011) débouche sur des conclusions analogues à propos du système mis en place à Wellington (Nouvelle-Zélande) en s'interrogeant sur la volonté de la population de se saisir de telles opportunités. Comme le résume S. Wright (2015b), l'accès aux systèmes d'e-pétitionnement institutionnel apparaît aux yeux du plus grand nombre comme une « expédition », qui tend à en éloigner beaucoup de son usage.

Au-delà de l'étude des usages, plusieurs études questionnent aussi le caractère « spontané » des initiatives pétitionnaires numériques, en arguant que les dynamiques de ces actions relèvent pour partie des mêmes réseaux que ceux qu'on retrouve derrière le pétitionnement papier. C. Dumas et ses collègues (2015), travaillant sur la plateforme *We the People* mise en place par la présidence des États-Unis, mettent ainsi en évidence l'existence de communautés de signataires communes à nombre de pétitions. Quant à M. Strange (2011), il démontre que ce qu'il nomme des « pétitions globales » (« *global group petitions* »), c'est-à-dire des pétitions en ligne conçues au niveau global, relève largement de dynamiques nationales. Autrement dit, ce sont les réseaux traditionnels de militantisme qui semblent au cœur des initiatives pétitionnaires les plus importantes et les plus internationalisées.

Est-ce à dire que le passage du pétitionnement au numérique n'aurait en rien contribué à démocratiser l'usage du pétitionnement ?

Les études des plateformes institutionnelles ne vont pas toutes jusque-là, puisque les travaux portant sur le pétitionnement en ligne au Bundestag notent que les jeunes auraient particulièrement bénéficié d'une telle procédure (Böhle, Riehm, 2013 ; Escher, Riehm, 2017). Toutefois, ce sont surtout des scientifiques étudiant des plateformes privées ou recourant à des enquêtes nationales sur l'e-pétitionnement qui concluent à des formes d'élargissement.

J. Mellon et ses collègues (2017), travaillant sur le site privé international de pétitionnement en ligne *Change.org*, comme D. Halpin et ses collègues (2018), se concentrant sur le site *Change.org* australien, démontrent ainsi que les femmes signent autant que les hommes. J. Sheppard (2015), à partir d'un questionnaire national passé en Australie, conclut même qu'Internet permet de faire participer politiquement l'ensemble des groupes qui sont d'habitude sous-représentés. C. Lee, D. Chen et T. Huang (2014) parviennent à la même conclusion concernant Taïwan. D'autres mettent en évidence que, si les ressources traditionnelles rendent compte de l'accès à Internet, si l'on ne prend en compte que celles et ceux qui ont cet accès, l'e-pétitionnement ne dépend plus de facteurs socio-démographiques autres que le temps passé sur Internet (Anduiza et al., 2010 à partir d'un questionnaire en Espagne ; Bershadskaya, Chugunov, Golubtsova, 2014 en travaillant sur les e-pétitionnaires en Russie). Au-delà, ces études montrent aussi que ce ne sont pas les mêmes thématiques qui font l'objet de pétitions et de signatures par les plus militant·es et par les autres (Puschmann et al., 2017 sur le Bundestag ; Halpin et al., 2018 sur *Change.org*), comme sur les plateformes institutionnelles et sur les plateformes privées (Calvo, 2016 en Espagne ; Berg, 2017b en Finlande), voire entre différentes plateformes privées (Karpf, 2016 comparant *Change.org*, *MoveOn.org* et la plateforme de la Maison-Blanche *We the People*).

Ces effets de mobilisation sont rapportés par ces études à différentes dynamiques que faciliterait le développement du pétitionnement en ligne. Plusieurs soulignent le rôle propre des plateformes qui conduiraient à des effets de « *spill over* » (propagation). La réussite de certaines pétitions conduirait le public à s'intéresser à d'autres pétitions et à les signer (Jungherr, Jürgens, 2010 et Schmidt, Johnsen, 2014 à partir du Bundestag). La mise en avant de certaines pétitions par les plateformes se traduirait par une augmentation du nombre de signatures (Proskurnia et al., 2017 sur le site *The Petition Site* ; Hale et al., 2018 sur la plateforme du gouvernement britannique). Plus largement, plus une pétition recevrait de signatures, plus cela conduirait d'autres personnes à les endosser (Margetts, John, Escher, Reissfelder, 2009, à partir de la plateforme mise en place par le gouvernement britannique).

D'autres études soulignent les effets positifs en termes d'élargissement de la participation des formes d'articulation entre le pétitionnement électronique, la couverture médiatique et d'autres réseaux sociaux. S. Wright (2012b) met ainsi en évidence l'importance de la couverture du pétitionnement *via* la plateforme développée par Downing Street dans l'élargissement des initiatives pétitionnaires. D. Calvo et E. Campos-Dominguez (2017) montrent de même les liens réciproques entre des pétitions publiées sur *Change.org* en Espagne et des médias digitaux qui s'en font l'écho. P. Aragón et ses collègues (2018) mettent en avant les interactions entre les pétitions signées sur *Avaaz* et les médias sociaux, tandis que A. Asher et ses collègues (2017), à partir du système mis en place par le Parlement britannique, ou A. Proskurnia et ses collègues (2017) analysent la contribution de Twitter à la réussite en termes de nombre de signatures de différentes initiatives pétitionnaires. Toutefois, ces dynamiques ne fonctionnent pas toujours, puisqu'à l'inverse P. Panagiotopoulos et ses collègues (2011) mettent en évidence une déconnexion entre le nombre de signatures reçues par des pétitions sur la plateforme du gouvernement britannique et leurs échos sur Facebook.

Enfin, certains travaux avancent que l'e-pétitionnement pourrait non seulement élargir la participation, mais l'approfondir. Soit en mettant en évidence la manière dont les pétitionnaires en ligne peuvent s'approprier leur signature en la commentant, de sorte de combiner une dimension délibérative à la dimension participative (Boure et al., 2010, 2011, 2012 ; Barats et al., 2019). Soit en insistant sur ce qu'on peut qualifier d'« effet *foot-in-the-door* » du pétitionnement (Contamin, 2001). D. Karpf (2010) présente ainsi ces formes d'action comme un moyen pour les groupes militants de faire faire aux citoyens et citoyennes un premier pas sur l'échelle de l'engagement. J. Earl et al. (2008, 2009) démontrent comment l'action pétitionnaire de jeunes autour de questions culturelles, et notamment des fans, peut être une porte d'entrée vers un engagement politique. De même, en Autriche, C. Neumayer et J. Schoßböck (2011) voient dans la participation pétitionnaire des jeunes sur Internet une sorte de précondition à un engagement politique actif. A. Breuer et B. Farooq (2012), de leur côté, démontrent comment, dans une campagne de mobilisation au Brésil, une e-pétition a contribué à l'engagement de personnes peu intéressées à la politique et au développement de l'activité hors ligne de personnes déjà intéressées. P. Cruickshank et ses collègues (2010) traduisent finalement cette idée en voyant dans la signature d'une e-pétition une transition d'une pratique divertissante (« *lurking* ») à une véritable participation politique.

## *L'e-pétitionnement et la problématique des effets de la participation politique en ligne*

L'idée d'une transformation politique n'est toutefois pas corroborée par l'ensemble des travaux. Nombre d'entre eux soulignent en effet que, quand bien même l'e-pétitionnement conduirait à un engagement plus large, voire plus profond, de quelques personnes, il ne conduirait le plus souvent à aucun changement concret important.

P. Panagiotopoulos et T. Elliman (2012), s'appuyant sur une revue des systèmes de pétitionnement mis en place au niveau local, national et européen au Royaume-Uni et en Allemagne dans les années 2000, concluent que, « si ces expériences ont été dans l'ensemble positives, il n'y a pas de preuve solide d'un impact significatif » de ces dispositifs en termes d'action publique (p. 15). On retrouve une conclusion analogue dans des travaux menés plus spécifiquement sur des procédures mises en place au niveau national, que ce soit en Allemagne, où les pétitions papier seraient même mieux entendues que les pétitions électroniques (Escher, Riehm, 2017), en Ukraine (Khutkyy, 2017) ou même en Chine, du fait des risques de répression (Wong, Peng, 2015). La même observation est posée à partir de procédures établies au niveau local à Bristol et Malmö, dont les résultats en matière politique sont présentés comme décevants à tous points de vue (Östling, 2011 ; Zadra, 2020). Plus concrètement encore, T. Yasseri, S. A. Hale et H. Z. Margetts (2013) rappellent que dans le système mis en place par le gouvernement britannique, 99 % des pétitions initiées ne dépassent pas les 10 000 signatures nécessaires pour obtenir une réponse officielle, et seulement 0,1 % des pétitions dépassent le cap des 100 000 signatures qui permet un débat parlementaire, débat qui ne porte pas toujours sur l'objet même de la pétition (Bochel, 2013) et qui se traduit très rarement par des réponses conformes aux demandes des pétitionnaires (Wright, 2012b). R. Lindner et U. Riehm (2011), quant à eux, soulignent qu'au Bundestag, sur les 4 039 pétitions soumises en 2010, seulement

559, soit 13,8 %, ont été enregistrées comme pétitions publiques, les autres étant rejetées avant tout examen parlementaire, pour des motifs d'ordres très divers.

Dans cette perspective, l'e-pétitionnement apparaît comme une innovation démocratique qui serait plus au service des autorités politiques que de la population, qui au mieux tendrait plus à compléter la démocratie représentative qu'à s'y substituer (Lindner, Riehm, 2009). R. Hough (2012), après avoir distingué les différentes fonctions que pourrait remplir un système d'e-pétitionnement, note que dans la réalité, la plupart des systèmes existants ne permettent pas d'influencer les résultats des débats parlementaires ou politiques, mais qu'ils jouent un rôle en renforçant le lien entre le Parlement et les citoyens et citoyennes. De même, des scientifiques travaillant sur des systèmes et des pays différents y voient un moyen pour l'Union européenne de « faire participer » (Mosca et Santucci, 2009), un outil permettant aux autorités d'obtenir un retour (« *feedback* ») sur leurs politiques (Panagiotopoulos, Elliman, 2012), un instrument au service de la légitimité des institutions représentatives (Bochel, 2013), un moyen simple et à faible coût pour connaître l'opinion de la population (Puschmann et al., 2017), une forme de sismographe de l'opinion (Morva, 2016), une source d'information à développer (Dumas et al., 2017), voire, dans le cas de la Chine, un instrument qui permettrait une meilleure écoute de la population et une meilleure connaissance des problèmes soulevés (Jiang, Meng, Zhang, 2019 ; Wang, Zhong, 2020). Certains travaux proposent du reste de mettre en place des outils d'analyse automatique des pétitions en vue d'en faire des outils au service de l'action politique, sur le modèle des sondages d'opinion (Hagen et al., 2015, 2018 ; Karpf, 2016 ; Clark, Morris, Lomax, 2018). D'autres, à partir du système utilisé en Turquie, concluent même que la procédure a plutôt renforcé le gouvernement central en substituant à des relations plus personnelles une structure hiérarchique informelle (Karkin, Janssen, 2020).

Pourtant, les mêmes scientifiques, tout en constatant le faible impact de la plupart des pétitions, font parfois le constat de l'optimisme des créateurs ou créatrices de pétitions (Wright, 2012b ; Wright, 2016) ou s'inquiètent du rôle parfois négatif du pétitionnement électronique qui pourrait empêcher la réalisation de projets gouvernementaux (Wright, 2015b). C'est rappeler d'une part que, ponctuellement, ce mode d'action semblerait malgré tout bénéficier d'une efficacité qu'on qualifiera de « substantielle »[3] et que, d'autre part, comme y invitent plusieurs analyses, il convient de prendre en compte, comme le font du reste les pétitionnaires, un impact du e-pétitionnement qui irait au-delà de cette efficacité substantielle (Cruickshank, Smith, 2011 ; Ergazakis et al., 2012 ; Bochel, 2020).

Plusieurs articles font ainsi état de réussites substantielles de campagnes d'e-pétitionnement. S. Alathur (2007) met ainsi en évidence comment une campagne d'e-pétitionnement a contribué à la protection d'un canal d'irrigation en Inde. P. Panagiotopoulos et Al-Debei (2010) mettent en avant le cas d'une pétition particulièrement soutenue dans le cadre de la procédure mise en place par la municipalité de Bristol qui a permis de sauver une voie de chemin de fer. R. Cotton (2012) convoque de même deux exemples de pétitions particulièrement efficaces du point de vue de leurs effets en termes d'action publique initiées sur la plateforme d'e-pétitions écossaise.

[3] Pour reprendre le qualificatif que H. P. Kitschelt (1986) attribue pour désigner les actions qui permettent effectivement d'obtenir le changement politique demandé.

C'est toutefois G. Navarria (2012) qui va le plus loin dans cette voie en revenant sur le cas exemplaire d'une pétition lancée en 2007 par un citoyen britannique sur le site du gouvernement contre un projet de péage routier, qui a obtenu plus de 1,8 million de signatures et qui a conduit au retrait du projet en dépit du désaccord affiché par le Premier ministre de l'époque, Tony Blair. Comme le conclut Navarria, « En une courte période, avec un effort organisationnel aussi faible que possible et sans coût financier, quelqu'un sans expérience préalable ni en matière politique, ni en matière de pétitionnement, a obtenu un résultat proprement impensable pour tout pétitionnaire traditionnel qui serait dans la même situation » (p. 270). Toutefois, il rappelle que ce succès est aussi lié à la forte couverture médiatique reçue par la pétition. Plus largement, plusieurs études confirment que, lors même qu'une campagne pétitionnaire obtient ce qu'elle demande, c'est le plus souvent parce qu'elle est combinée avec d'autres modes d'action dans une stratégie plus large et souvent hybride (Karpf, 2010 ; Morva, 2016, à partir de pétitions initiées sur *Change.org*). De surcroît, comme le souligne H. S. Christensen (2011), en étudiant la plateforme *Avaaz*, en dépit des affirmations de succès souvent mises en avant par le site, il est très difficile d'évaluer scientifiquement la proportion dans laquelle ces campagnes d'e-pétitions ont effectivement joué un rôle dans l'obtention des biens collectifs revendiqués et dans combien de cas.

Reste qu'à défaut d'une efficacité substantielle, l'e-pétitionnement pourrait aboutir à d'autres résultats qui pourraient contribuer à satisfaire les pétitionnaires. J. Berg (2017a), reprenant et développant une typologie proposée par M. Karlsson et J. Åström (2015), distingue ainsi quatre indicateurs de succès : le nombre de signatures ; la mise à l'agenda ; l'existence de changements politiques ; mais, aussi, le développement du sentiment d'efficacité politique.

De fait, l'e-pétitionnement est l'outil d'e-démocratie qui a connu le plus de succès en termes quantitatifs (Wright, 2015b), le mode de participation politique en ligne le plus usité par les citoyens et citoyennes (Dutton, Helpser, Gerber, 2009 ; Dutton, Blank, 2011 ; Hoffman, 2012). Nombre d'études se donnent du reste comme principal objet de rendre compte des facteurs qui expliquent le nombre de signatures obtenu par un texte : par exemple, le rythme des premières signatures (Margetts et al., 2009) ; le type de mots utilisés (Proskurnia, Aberer, Cudré-Mauroux, 2016) ; la rhétorique des pétitions (Hagen et al., 2016 ; Elnoshokaty, Deng, Kwak, 2016 ; Fatkhiyati, 2019) ou le ton et les mots-clés employés (Sriprasit, 2014).

Surtout, plusieurs travaux soulignent que, quand bien même les pétitions électroniques ne permettraient pas d'obtenir ce qui est demandé, elles pourraient contribuer à la politisation et à l'« *empowerment* » des individus (Cotton, 2012 ; Wright, 2016), à leur connaissance du système politique (Bochel, Bochel, 2017). Elles faciliteraient leurs discussions politiques, notamment quand le système de pétitionnement est doté d'un forum (Dumas et al., 2015). Elles participeraient à la sensibilisation des citoyens et citoyennes, même non signataires (Cabonce, Cago, Cornelio, 2019). Elles pourraient finalement consolider le sentiment de pouvoir peser sur le système politique (Aström, Jonsson, Karlsson, 2014 ; Christensen, 2015 ; Wright, 2015b ; Berg, 2017a).

S. Wright (2016) note enfin que, quand bien même les promoteurs de pétitions électroniques sur le site du gouvernement britannique n'obtiennent pas gain de cause, ils se contentent

souvent d'avoir atteint d'autres objectifs : avoir obtenu une certaine publicité, avoir recruté de nouveaux membres, avoir approché les lieux de production des politiques publiques. Autant de succès d'autres types, qui peuvent suffire à les satisfaire et à considérer que l'action a été efficace et valait la peine d'être menée.

## *E-pétitionnement de protestation et e-pétitionnement substantiel*

On pourrait à ce stade conclure « simplement » que la littérature reste très polarisée entre les travaux qui ne voient dans l'e-pétitionnement qu'un moyen de plus au service des plus politisés et ceux qui y voient un nouveau mode de participation politique qui peut conduire de nouveaux citoyens à s'engager, entre ceux qui n'y voient que du « slacktivisme » sans effet sur le système politique et ceux qui mettent en avant les différents apports de celui-ci à ce système.

Pourtant, à y regarder plus près, il semblerait que cette polarisation occulte pour partie une structure chiasmatique commune. Pour résumer, ce sont plutôt ceux qui insistent sur l'absence de mobilisation de nouvelles personnes par l'e-pétitionnement qui insistent sur l'apport de ce mode d'action à la démocratie, tandis que ce sont plutôt ceux qui mettent en avant un élargissement de la participation politique *via* le pétitionnement en ligne qui soulignent toutefois que ce mode d'action ne débouche guère sur des résultats en matière d'action publique.

S. Ranchordas (2017), étudiant des pétitions initiées par la plateforme *Uber*, met ainsi en avant un ensemble d'effets de mobilisation liés au pétitionnement en ligne : rapidité, mobilisation de personnes qui ne se seraient pas mobilisées autrement, thématiques atypiques, développement de discussions politiques sur des plateformes supposées apolitiques – tout en concluant aux effets substantiels limités de telles initiatives. De même, J. Mellon et ses collègues (2017), en se fondant sur près de 4 millions de signataires de pétitions initiées sur *Change.org*, mettent en évidence que, si les femmes sont moins nombreuses à lancer des pétitions que les hommes, cet écart disparaît en ce qui concerne la signature de pétitions, mais que le niveau de réussite substantielle des actions promues sur la plateforme est faible (1,2 %). L. Horstink (2017), analysant quant à elle la plateforme *Avaaz*, souligne combien elle permet d'exposer aux problèmes des droits humains et aux problèmes environnementaux des personnes qui n'y seraient pas exposées autrement, ainsi que la rapidité de diffusion qui est permise par Internet. Mais la même auteure interroge aussi un ensemble d'effets négatifs de ce type de mobilisation sur le fonctionnement démocratique : la réalité des effets substantiels des campagnes, un risque de déstabilisation des ONG institutionnalisées, un risque d'exclusion des visions minoritaires, un risque de dépolitisation au profit de causes « unanimitaires » – et elle souligne la difficulté de combiner élargissement de la participation (« *large-scale participation* ») et approfondissement de la participation (« *deep participation* ») (p. 122).

En sens inverse, C. Bochel (2012), analysant les systèmes de pétitionnement électronique mis en place en Écosse et au Pays de Galles, souligne le poids des facteurs socio-économiques dans l'accès à ces procédures, tout en donnant des exemples d'impact réel de ces initiatives en matière d'action publique, soit en termes de mise à l'agenda, soit même en termes directement substantiels. U. Serdült et al. (2016) poussent plus loin l'argumentation, en comparant les

systèmes mis en place en Allemagne, en Suède, en Finlande, en Australie, aux États-Unis et en Suisse pour conclure que, paradoxalement, plus la procédure rassemble de signatures, moins elle a des effets politiques réels. D'autres études concluent de même que les effets potentiels du pétitionnement en ligne – une internationalisation de l'action (Ollitrault, 1999), des changements de long terme au Vietnam (Morris-Jung, 2015) – semblent liés au fait que ces initiatives sont pour l'essentiel dans les mains de petites élites.

Ce système d'opposition semble du reste pour partie se retrouver à l'échelle même des pétitionnaires que l'on peut répartir en deux groupes. On aurait d'un côté les signataires de circonstance, qui signeraient essentiellement en fonction d'invitations de connaissances virtuelles plus ou moins proches, presque indépendamment de la thématique de la pétition (Alexander, 2009) ou qui, « pétitionnaires sans cause » (« *aimless petitioners* »), pourraient parcourir les sites de pétitions en quête de pétitions à signer (Hale et al., 2018) – les personnes que A. Jungherr et P. Jürgens (2010) nomment respectivement les « mono-pétitionnaires » (« *single issue stakeholders* ») et les « pétitionnaires consommateurs » (« *activism consumers* »), les plus nombreuses sur la plateforme qu'ils étudient et qui correspondent le plus à l'idée d'élargissement de la participation politique *via* le pétitionnement en ligne, mais aussi à celle de « slacktivisme ». On aurait d'un autre côté des signataires plus professionnalisés, qui utilisent ce mode d'action en combinaison stratégique avec d'autres modes d'action : A. Jungherr et P. Jürgens (2010) les appellent les « néo-lobbyistes » (« *new lobbyists* »), qui signent plusieurs pétitions sur une longue période sur la même thématique, ou les « activistes de campagne éclair » (« *hit-and-run activists* »), qui signent de nombreux textes sur la même thématique en une courte période. Ces spécialistes du e-pétitionnement, en nombre 1 000 fois moindre que les autres, ont un profil similaire aux activistes hors ligne – il n'y aurait donc pas élargissement de la participation –, mais leur action semble pensée en termes d'efficacité, ce qui les éloignerait du « slacktivisme ».

Enfin, on peut rattacher ce système d'opposition aux fonctions différentes que deux travaux confèrent au pétitionnement en ligne. L. Hoffman (2012), partant des perceptions citoyennes des différents modes d'action, distingue les activités en ligne qui seraient bien adaptées pour influencer le gouvernement (ce qu'elle nomme « participation ») et celles qui seraient plutôt adaptées pour communiquer (ce qu'elle nomme « communication »). M. Asher et al. (2019) constatent quant à elles un décalage important entre les pétitions qui obtiennent le plus de soutien sur le site de pétition du gouvernement britannique et celles qui sont le plus reprises sur Twitter. Elles en arrivent alors à distinguer les « pétitions de protestation » (« *protest petitions* »), dont les protagonistes en restent à la signature d'une pétition, et les « pétitions substantielles » (« *substantive petitions* »), qui inspirent un engagement qui va au-delà de la signature d'une pétition et dont on trouverait par exemple la trace sur Twitter. Elles concluent que « plus de participation [au sens de plus de signatures] ne signifie pas nécessairement plus de démocratie » (p. 166).

On voit ainsi se structurer les conclusions des travaux sur l'e-pétitionnement, en tendance, autour d'un diptyque (voir tableau n° 1), qui conduit du reste à complexifier la discussion traditionnelle entre « thèse de la normalisation » et « thèse de la mobilisation ». Puisqu'on voit qu'en tendance, pour les « e-pétitions de protestation », il y aurait mobilisation du point de vue

du nombre de participants, mais normalisation du point de vue des effets : on serait alors proche de ce que d'aucuns nomment le « slacktivisme ». Mais, à l'inverse, pour les « e-pétitions substantielles », on aurait une tendance à la normalisation du point de vue du nombre de participants, mais des effets limités, mais réels, sur l'action publique et le fonctionnement démocratique.

**Tableau n° 1. Étendue de la participation en matière d'e-pétitionnement et impact substantiel du pétitionnement électronique selon le type d'e-pétitionnement, selon les travaux sur l'e-pétitionnement**

| | **E-Pétitions de protestation** | **E-Pétitions substantielles** |
|---|---|---|
| **Fonction** | Expressive | Obtention d'un bien collectif |
| **Types de plateforme** | Privée | Publique |
| **Étendue de la participation** | Élargissement de la participation | Fracture sociale et numérique |
| **Impact** | Limité | Mise à l'agenda, voire résultats substantiels |

## Présentation du numéro

Cet état de la littérature conduit à souligner toute l'importance qu'il y a à prendre en compte la diversité des modes d'e-pétitionnement que pourrait occulter le fait de parler de façon générique du pétitionnement électronique. Notamment, il convient de distinguer le pétitionnement « formel », qui passe par des plateformes publiques et qui est une procédure essentiellement « *top-down* », et le pétitionnement « informel », qui passe par d'autres biais et qui relève plus souvent d'une logique « *bottom-up* », même s'il s'adresse souvent à des instances publiques (Mosca, Santucci, 2009). C'est l'une des spécificités de ce numéro de faire cohabiter des travaux qui portent sur des plateformes institutionnelles et des travaux qui portent sur des plateformes privées, alors même que nombre de publications soulignent le peu d'études qui ont été jusque-là consacrées aux plateformes privées (Wright, 2015b ; Berg, 2017a ; Halpin et al., 2018 ; Aragon et al., 2018). S. Wright (2015 b) souligne du reste qu'il faudrait dans l'idéal distinguer les types d'e-pétitionnement public selon les institutions porteuses (local/national/transnational ; branche exécutive/branche législative) et distinguer les types d'e-pétitionnement privé selon leurs logiques de fonctionnement (militantisme/bénéfices économiques).

Cet état de l'art conduit aussi à travailler plus spécifiquement sur les usages diversifiés qui peuvent être faits de ces plateformes (Huang et al., 2015). S. Wright note ainsi que les études qui portent sur les usages et perceptions de ces modes d'action sont relativement rares. Il invite plus spécifiquement à travailler sur la distinction entre participant·es de passage et « super-participant·es » (Wright, 2015b). C'est là aussi l'un des axes autour duquel sont structurées plusieurs des études rassemblées dans ce numéro.

Enfin, cet état de la littérature nous conduit à interroger la variété des effets du e-pétitionnement, sans le limiter au seul impact substantiel. C'est l'une des pistes de travail que S. Wright (2015 b) considérait comme prioritaire dans son article de synthèse paru en 2015. Et c'est aussi l'une des questions transversales aux différents articles de ce numéro. Question que l'on retrouve aussi dans un article *varia* de Daniel Carpenter consacré aux effets des pétitions initiées au Canada français entre 1849 et 1854 en vue d'obtenir l'abolition de la tenure seigneuriale, et qui montre en quoi ces campagnes ont contribué à façonner l'agenda politique de l'époque. C'est l'occasion de rappeler qu'une partie des questions que pose aujourd'hui l'e-pétitionnement sont très proches de celles qu'a pu poser hier le pétitionnement « traditionnel » (Carpenter, 2003, 2016).

Ce numéro thématique de la revue *Participations* consacré au pétitionnement en ligne vient donc s'ancrer dans ces débats. À partir d'une approche comparative mobilisant des cas d'étude dans plusieurs démocraties, relatifs pour certains à des plateformes privées, pour d'autres à des plateformes publiques, les contributions de ce numéro thématique tentent de cerner dans quelle mesure et sous quelles conditions le pétitionnement en ligne va (ré)activer les dynamiques classiques de la participation politique, ou va au contraire mettre au jour de nouvelles logiques de mobilisation. Ces contributions se demandent communément en quoi l'e-pétitionnement contribue ou non à un élargissement (en termes de nombre de signataires ou de groupes impliqués) et à une densification (en termes de mobilisation plus grande de certaines personnes/groupes) de la participation politique.

Dans leur article, Martine Legris et Régis Matuszewicz s'interrogent sur l'ancrage hors ligne des e-pétitions. Ils analysent de façon approfondie sept pétitions en ligne portant sur des enjeux environnementaux déposés sur le site *lapetition.be* (voir encadré 1). Leur texte examine en détail les logiques d'ancrage territorial de ces sept pétitions. Ils montrent de façon claire que les mobilisations autour de pétitions déposées sur le Web ne peuvent se penser et se développer sans un rapport aux territoires et au local. Pour être efficace, la mobilisation va le plus souvent partir du local et des réseaux proches pour consolider l'assise de la pétition en ligne, avant de passer aux étapes ultérieures de mobilisation plus large et déterritorialisée. Par ailleurs, les dynamiques de mobilisation les plus prometteuses semblent être celles qui combinent l'activisme de porteurs ou porteuses de pétition extrêmement actifs sur la plateforme en ligne avec la force de frappe des réseaux associatifs de terrain. Ces éléments démontrent la difficulté à penser le pétitionnement en ligne de façon complètement détachée des canaux classiques de la mobilisation collective.

Partant eux aussi de pétitions déposées sur la plateforme *lapetition.be* (voir encadré 1), Jean-Gabriel Contamin, Thomas Léonard, Olivier Paye, Thomas Soubiran et Camille Kelbel se penchent ensuite sur le cas particulier des pétitions initiées par divers groupements de citoyens

et citoyennes pour s'opposer au survol aérien de Bruxelles. Plus particulièrement, ils tentent de saisir le rôle des personnes à l'origine de ces pétitions sur leur succès. Et ils mettent en exergue la reproduction des inégalités sociales classiques de la participation politique dans ces dynamiques de pétitionnement en ligne. Une certaine dotation en ressources sociales, politiques et économiques ressort comme un facteur central dans la capacité des entrepreneurs et entrepreneuses de pétitions à mobiliser largement des signataires. Et ces inégalités socio-économiques semblent aussi se retrouver dans l'analyse des territoires où les signataires sont les plus nombreux. À nouveau, la mobilisation par le pétitionnement en ligne semble nettement plus forte dans les communes bruxelloises plus aisées, tandis que des communes et quartiers pourtant très survolés par les avions sont moins au cœur des dynamiques de signatures.

Cette question des inégalités face au pétitionnement en ligne est aussi centrale dans l'article de Jonathan Bright, Jean-Benoit Pilet, Thomas Soubiran et Sandra Bermudez, qui s'intéressent aux « hyper-utilisateurs et hyper-utilisatrices de la cyber-démocratie ». Il s'agit d'un tout petit groupe de personnes qui signent des dizaines de pétitions en ligne et en initient également un très grand nombre. Ces « hyper-utilisateurs et hyper-utilisatrices » confirment eux aussi le poids des ressources comme facteur de participation. Ces ressources ne sont toutefois pas strictement socio-économiques. Le temps disponible est aussi fondamental, tout comme le fait d'avoir été socialisé au pétitionnement en ligne par des mobilisations qui ont rencontré un large succès en attirant de nombreux signataires.

**Encadré 1**

Le matériau empirique principal sur lequel reposent plusieurs contributions à ce numéro thématique réside dans une base de données servant de *back-end* au site *lapetition.be*. Celui-ci fut pendant ses premières années d'existence le site francophone de pétitionnement en ligne le plus utilisé en Belgique, avant d'entrer en sommeil en 2016 puis d'être retiré de la Toile en 2019. Comprenant environ 15 000 pétitions et 700 000 adresses e-mail différentes de signataires, les données couvrent la période allant du 31 octobre 2006, date de la mise en ligne de la première pétition, au 12 février 2015, date de la transmission de la base sous une forme anonymisée par le propriétaire-gestionnaire du site au consortium de recherche APPEL[4].

Les caractéristiques de ce corpus singulier, ses potentialités et limites, ont été exposées par ailleurs (Contamin, Léonard, Soubiran, 2017). Signalons que la base se compose essentiellement de trois fichiers : l'un portant sur les pétitions (numéro d'identification, titre, texte…), l'autre sur les initiateurs et initiatrices des pétitions (données personnelles dont l'adresse postale), et le dernier, gros de près de 4 millions de lignes, sur les signatures (nom et adresse e-mail du ou de la signataire sous forme cryptée, prénom, localité et pays de résidence, profession, identifiant de la pétition signée, horodatage de la signature et de sa validation, texte du commentaire éventuel accompagnant la signature…). Des valeurs sont toutefois manquantes, dans une proportion variable selon les pétitions et le type de renseignement

[4] Signifiant « Analyse pluridisciplinaire du pétitionnement en ligne », l'acronyme « APPEL » désigne un projet de recherche sélectionné en réponse à l'appel « Grands défis sociétaux » (défi nº 8, « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives ») lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) en 2013. Ce projet associe des équipes des universités de Lille et de Paris-Est Créteil Val-de-Marne, d'une part, de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et de l'Université Saint-Louis–Bruxelles, de l'autre.

demandé, lorsque la récolte de l'information dépend d'une mention à indiquer par l'initiateur ou le ou la signataire d'une pétition (pour plus de précisions : Contamin et al., 2017, tableau 1).

Après ces trois articles qui se penchent sur des dynamiques de pétitionnement en ligne prenant place sur des plateformes privées, les deux contributions suivantes conduisent à s'intéresser à des cas où les pétitions sont postées sur des plateformes créées directement par des institutions publiques. Et les deux mettent en avant le fort contrôle du gouvernement sur l'intégration à l'agenda politique des sujets portés par les pétitions en ligne.

Éric Montigny et Audrey Brennan s'intéressent à la plateforme de pétitionnement en ligne mise sur pied par l'Assemblée nationale du Québec. Ils tentent d'appréhender comment les député·es se saisissent des pétitions déposées par la population. Deux éléments en ressortent. Le premier est la difficulté pour une pétition de se traduire dans un réel débat politique au sein de l'assemblée parlementaire quand le gouvernement estime que cela mettrait trop en cause son action. Cela conduit à la deuxième observation établissant que l'opposition est contrainte de se tourner vers des plateformes privées (par exemple, *Change.org*) quand elle veut véritablement bousculer les débats politiques grâce aux e-pétitions.

Les résultats sont assez similaires dans l'étude de Raphaël Kies et Sven Seidenthal. Ils étudient le système de pétitions électroniques de la Chambre des députés du Luxembourg. Leur analyse se base sur l'ensemble des e-pétitions ayant obtenu les 4 500 signatures requises pour donner lieu à un débat public à la Chambre des députés du Luxembourg. Et ils cherchent à comprendre quels facteurs conduisent le gouvernement luxembourgeois à se saisir effectivement des demandes formulées par une e-pétition. Le constat qu'il pose est assez contre-intuitif. Les pétitions en ligne sur lesquelles le gouvernement luxembourgeois se penche sont celles qui viennent renforcer son propre agenda politique, et non pas le bouleverser. La plateforme de pétitions en ligne ne semble donc pas être un véritable élément disruptif en matière de mise à l'agenda politique, mais plutôt un instrument pour les autorités en place pour légitimer leur action.

Ces différents angles d'étude de la question du pétitionnement en ligne dressent le portrait d'une pratique de participation politique certes en croissance, mais qui semble-t-il ne bouscule pas radicalement les logiques traditionnelles de la participation politique. Dans les exemples étudiés, la thèse de la normalisation semble la plus convaincante à cet égard. Tant dans les dynamiques de mobilisation citoyenne que dans la façon dont les institutions représentatives intègrent les pétitions en ligne, on voit se reproduire les éléments observés dans les registres participatifs hors ligne. Des éléments de transformation existent, mais restent relativement marginaux. Le pétitionnement en ligne ne serait donc pas une source de refondation majeure de la vie politique, du moins dans les pays et pour les cas étudiés. Cela pourrait expliquer pour partie la facilité avec laquelle ce mode de participation s'est diffusé et a été même intégré dans le cadre institutionnel de plusieurs États.

## Bibliographie


Adams N., Macintosh A., Johnston J., 2005, « E-Petitioning: Enabling Ground-Up Participation », *Challenges of Expanding Internet: E-Commerce, E-Business, and E-Government*, Boston, Springer US, p. 265-279.

Alathur S., 2007, « Citizen Participation and Effectiveness of E-petition: Sutharyakerelam – India», *Transforming Government: People, Process and Policy*, 6 (4), p. 392-403.

Alexander D., 2009, *The Economics of Signing Petitions Social Pressure versus Social Engagement*, mémoire de master, University of California (Berkeley).

Allal A., Pierret T., 2013, *Au coeur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.

Anduiza E., Gallego A., Cantijoch M., 2010, « Online Political Participation in Spain: The Impact of Traditional and Internet Resources », *Journal of Information Technology & Politics*, 7 (4), p. 356-368.

Aragón P., Sáez-Trumper D., Redi M., Hale S. A., Gómez V., Kaltenbrunner A., 2018, « Online Petitioning Through Data Exploration, and What We Found There: A Dataset of Petitions from Avaaz.org », *International AAAI Conference on Web and Social Media (ICWSM)*, Stanford, 25-28 juin 2018.

Asher M., Leston-Bandeira C., Spaiser V., 2017, « Assessing the effectiveness of e-petitioning through Twitter conversations », *Political Studies Association* (*PSA) Annual Conference*, Glasgow, 10-12 avril 2017.

Asher M., Leston-Bandeira C., Spaiser V., 2019, « Do Parliamentary Debates of e-Petitions Enhance Public Engagement With Parliament? An Analysis of Twitter Conversations », *Policy & Internet*, 11 (2), p. 149-171.

Åström J., Jonsson M., Karlsson M., 2014, « Can democratic innovations generate trust? An e-petitioning case study », *8th ECPR General Conference*, Glasgow, 3-6 septembre 2014.

Ayres J. M., 1999, « From the Streets to the Internet: The Cyber-Diffusion of Contention », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 566, p. 132-143.

Babeau F., 2014, « La participation politique des citoyens “ordinaires” sur l’Internet. La plateforme Youtube comme lieu d’observation », *Politiques de communication*, 3, p. 125-150.

Badouard R., 2013, « Les mobilisations de clavier. Le lien hypertexte comme ressource des actions collectives en ligne », *Réseaux*, 181, p. 87-117.

Barats C., Dister A., Gambette P., Leblanc J.-M., Peres-Leblanc M., 2019, « Ce que les données textuelles disent du pétitionnement en ligne : entre contraintes et appropriations du dispositif », *Questions de communication*, 36, p. 123-146.

Barber B. R., 1999, « Three scenarios for the future of technology and strong democracy », *Political Science Quarterly*, 113 (4), p. 573-590.

Barnes S. H., Kaase M., 1979, *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, Beverly Hills/Londres, Sage Publications.

Bastos M. T., Mercea D., Charpentier A., 2015, « Tents, tweets, and events: The interplay between ongoing protests and social media », *Journal of Communication*, 65 (2), p. 320-350.

Bellon A., 2014, « S'engager pour Internet. La mobilisation en ligne de la communauté informatique », *Politiques de communication*, 2 (3), p. 151-175.

Bennett W. L., Segerberg A., 2012, « The Logic of Connective Action », *Information, Communication & Society*, 15 (5), p. 739-768.

Benson P., 2017, The *discourse of YouTube: Multimodal Text in a Global Context*, Londres, Routledge.

Berg J., 2017a, *Digital Democracy. Studies on Online Political Participation*, thèse de doctorat, Abo Akademi University (Finlande).

Berg J., 2017b, « Political Participation in the Form of Online Petitions: A Comparison of Formal and Informal Petitioning », *International Journal of E-Politics (IJEP)*, 8 (1), p. 14-29.

Bershadskaya L., Chugunov A., Golubtsova E., 2014, « Measurement techniques for e-participation assessment: case of Russian e-petitions portal », in *Proceedings of the 8th International Conference on Theory and Practice of Electronic Governance (ICEGOV'14)*, New York, Association for Computing Machinery, p. 395-398.

Best S. J., Krueger B. S., 2005, « Analyzing the Representativeness of Internet Political Participation », *Political Behavior*, 27 (2), p. 183-216.

Bimber B., 1999, « The Internet and Citizen Communication. With Government: Does the Medium Matter? », *Political Communication*, 16 (4), p. 409-428.

Bimber B., 2001, « Information and Political Engagement in America: The Search for Effects of Information Technology at the Individual Level », *Political Research Quarterly*, 54 (1), p. 53-67.

Bimber B., Cunill C. M., Copeland L., Gibson R., 2015, « Digital Media and Political Participation: The Moderating Role of Political Interest Across Acts and Over Time », *Social Science Computer Review*, 33 (1), p. 21-42.

Bimber B., Flanagin A. J., Stohl C., 2005, « Reconceptualizing collective action in the contemporary media environment », *Communication Theory*, 15 (4), p. 365-388.

Blake R. B., Mouton J. S., Hain J. D., 1956, « Social Forces in Petition Signing », *The Southwestern Social Science Quarterly*, 36 (4), p. 385-390.

Bochel C., 2012, « Petitions: Different Dimensions of Voice and Influence in the Scottish Parliament and the National Assembly for Wales », *Social Policy & Administration*, 46 (2), p. 142-160.

Bochel C., 2013, « Petitions Systems: Contributing to Representative Democracy? », *Parliamentary Affairs*, 66 (4), p. 798-815.

Bochel C., 2020, « Petitions Systems: Outcomes, “Success” and “Failure” », *Parliamentary Affairs*, 73 (2), p. 233-252.

Bochel C., Bochel H., 2017, « “Reaching in”? The potential for e-petitions in local government in the United Kingdom », *Information, Communication & Society*, 20 (5), p. 683-699.

Böhle K., Riehm U., 2013, « E-petition systems and political participation: About institutional challenges and democratic opportunities », *First Monday*, 18 (7), 1er juillet 2013, https://journals.uic.edu/ojs/index.php/fm/article/view/4220/3694 (accès le 17/12/2020).

Borge R., Cardenal A. S., 2011, « Surfing the Net: A Pathway to Participation for the Politically Uninterested? », *Policy & Internet*, 3 (1), p. 1-29.

Böttcher L., Woolley-Meza O., Brockmann D., 2017, « Temporal Dynamics of Online Petitions », *PLoS ONE*, 12 (5), e0178062.

Boulianne S., 2015, « Social media use and participation: A meta-analysis of current research », *Information, Communication & Society*, 18 (5), p. 524-538.

Boure R., Bousquet F., 2010, « Enjeux, jeux et usages d’une pétition politique. La pétition Vauzelle », *Réseaux*, 164, p. 127-160.

Boure R., Bousquet F., 2011, « La construction polyphonique des pétitions en ligne. Le cas des appels contre le débat sur l’identité nationale », *Questions de communication*, 20, p. 293-316.

Boure R., Bousquet F., Marchand P., 2012, « Médiateurs et signataires des pétitions en ligne. L’exemple de trois pétitions sur l’identité nationale », *Les Enjeux de l’information et de la communication*, 13 (1), p. 99-118.

Boyadjian J., 2016, *Analyser les opinions sur Internet. Enjeux théoriques et défis méthodologiques*, Paris, Dalloz.

Breuer A., Farooq B., 2012, « Online political participation: Slacktivism or efficiency increased activism? Evidence from the Brazilian Ficha Limpa campaign », *ICA Annual Conference*, San Francisco, 24-28 mai 2012.

Briassoulis H., 2010, « Online petitions: New tools of secondary analysis? », *Qualitative Research*, 10 (6), p. 715-727.

Bryer T. A., 2010, « President Obama, public participation, and an agenda for research and experimentation », *International Journal of Public Participation*, 4 (1), p. 5-11.

Cabonce A. B. L., Cago F. J. B., Cornelio C. J. M., Cudiamat S. L. E. C., 2019, « Pa-Fansign Please!: An Experiment on the Effects of the Presentation of Social Causes in Acquiring Support in Online Petitions », *Communication Research International Conference (CRIC)*, Quezon (Philippines), 17-18 octobre 2019.

Caliendo S., Chod S., Muck W., Schreck D., 2015, « Social Networking as a Pedagogical Tool: Effect of Twitter Use on Interest and Efficacy in Introductory-Level American Government Courses », in S. Chod, W. Muck, S. Caliendo (dir.), *Technology and Civic Engagement in the College Classroom. Engaging the Unengaged*, New York, Palgrave Macmillan, p. 123-146.

Calvo D., 2016, « Participacion politica y peticiones electronicas. Calidad y temática de las iniciativas publicadas en Change.org », *V Congreso de la Asociación Española de Investigación de la Comunicación (AE-IC)*, Madrid, 4-8 juillet 2016.

Calvo D., Campos-Domínguez E., 2017, « De los medios a la participación: la presencia de las peticiones electrónicas en los diarios digitales españoles », *Animus*, 16 (31), p. 38-55.

Cantijoch M., Gibson R. K., 2013, « Conceptualizing and Measuring Participation in the Age of the Internet: Is Online Political Engagement Really Different to Offline? », *The Journal of Politics*, 75 (3), p. 701-716.

Cardon D., 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.

Carlisle J. E., Patton R. C., 2013, « Is Social Media Changing How We Understand Political Engagement? An Analysis of Facebook and the 2008 Presidential Election », *Political Research Quarterly*, 66 (4), p. 883-895.

Carman C. J., 2014, « Barriers are Barriers: Asymmetric Participation in the Scottish Public Petitions System », *Parliamentary Affairs*, 67 (1), p. 151-171.

Carpenter D., 2003, « The Petition as a Recruitment Device: Evidence from the Abolitionists' Congressional Campaign », *The Crafting and Operating Institutions Conference*, working paper, Yale University, 11-12 avril 2003.

Carpenter D., 2016, « Recruitment by Petition: American Antislavery, French Protestantism, English Suppression », *Perspectives on Politics*, 14 (3), p. 700-723.

Casteltrione I., 2015, « The Internet, social networking Web sites and political participation research: Assumptions and contradictory evidence », *First Monday*, 20 (3), 2 mars 2015, https://journals.uic.edu/ojs/index.php/fm/article/view/5462/4403 (accès le 17/12/2020).

Chadwick A., 2012, « How digital petitions are replacing traditional parties as the engine of modern, popular democracy », *The Independent*, 19 novembre 2012, http://www.independent.co.uk/voices/comment/how-digital-petitionsare-replacing-traditional-parties-asthe-engine-of-modern-populardemocracy-8329266.html (accès le 17/12/2020).

Chan M., 2016, « Social Network Sites and Political Engagement: Exploring the Impact of Facebook Connections and Uses on Political Protest and Participation », *Mass Communication and Society*, 19 (4), p. 430-451.

Charle C., 1991, « Naissance d'une cause : la mobilisation de l'opinion publique pendant l'affaire Dreyfus », *Politix*, 16, p. 65-71.

Chartron G., Rebillard F., 2007, « La publication sur le Web, entre filiations et innovations éditoriales », in R. T. Pedauque, *La redocumentarisation du monde*, Toulouse, Éditions Cépaduès, p. 201-212.

Chong D., Rogers R., 2005, « Racial Solidarity and Political Participation », *Political Behavior*, 27 (4), p. 347-374.

Christensen H. S., 2011, « Political activities on the Internet: Slacktivism or political participation by other means? », *First Monday*, 16 (2), 7 février 2011, https://firstmonday.org/article/view/3336/2767 (accès le 06/01/2021).

Christensen H. S., 2012, « Simply slacktivism? Internet participation in Finland », *eJournal of eDemocracy & Open Government*, 4 (1), p. 1-23.

Christensen, H. S., 2015, « Process or outcome? How the citizens' initiative to ban fur farming affected political trust among users of Avoin Ministeriö », *Research on Finnish Society*, 8, p. 61-71.

Chugunov A. V., Kabanov Y., Zenchenkova K., 2016, « Russian e-Petitions Portal: Exploring Regional Variance in Use », *8th International Conference on Electronic Participation (ePart)*, Guimarães (Portugal), 5-8 septembre 2016, p. 109-122.

Clark S. D., Morris M. A., Lomax N., 2018, « Estimating the outcome of UKs referendum on EU membership using e-petition data and machine learning algorithms », *Journal of Information Technology & Politics*, 15 (4), p. 344-357.

Coleman S., Blumler J. G., 2009, *The Internet and democratic citizenship: Theory, practice and policy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Contamin J.-G., 2001, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation. L'exemple de la pétition en France*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-I.

Contamin J.-G., 2013, « Petitions », in D. A. Snow, D. Della Porta, B. Klandermans, D. McAdam, *The Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Oxford, Wiley-Blackwell.

Contamin J.-G., 2016, « "Merci à twitter" : fondements et limites empiriques de la croyance en une révolution 2.0 », in N. Desrumaux, J.- J. Lavenue (dir.), *E-révolutions et révolutions. Résistances et résiliences*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Contamin J.-G., 2018, « From petitioning to e-petitioning: continuities and discontinuities in the uses of petitions », *AHRC Research Network on Petitions and Petitioning from the Medieval Period to the Present (2nd Workshop)*, Leiden, 6-7 septembre 2018.

Contamin J.-G., 2020, « Pétition », in O. Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd., Paris, Presses de Sciences Po, p. 447-454.

Contamin J.-G., Léonard T., Soubiran T., 2017, « Les transformations des comportements politiques au prisme de l'e-pétitionnement », *Réseaux*, 204, p. 97-131.

Corbett N., 2011, « Parliamentary Petitions: An Untapped Library Resource », *The Australian Library Journal*, 60 (3), p. 218-230.

Cotton R., 2012, « Political participation and e-petitioning: An analysis of the policy-making impact of the Scottish Parliament's e-petition system », *University of Central Florida Undergraduate Research Journal*, 6 (1), p. 33-44.

Crozat M., 1998, « Are the Times A-Changin'? Assessing the Acceptance of Protest in Western Democracies », in D. S. Meyer, S. Tarrow (dir.), *The Social Movement Society. Contentious Politics for a New Century*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, p. 59-81.

Cruickshank P., Edelmann N., Smith C., 2010, « Signing an e-petition as a transition from lurking to participation », in J. Chappellet, O. Glassey, M. Janssen, A. Macintosh, J. Scholl, E. Tambouris, M. Wimmer (dir.), *Electronic Government and Electronic Participation*, Linz, Trauner, p. 275-282.

Cruickshank P., Smith C., 2011, « Understanding the "e-petitioner" », *Transforming Government: People, Process and Policy*, 5 (4), p. 319-329.

Dahlgren P., 2015, « The internet as a civic space », in S. Coleman, D. Freelon (dir.), *Handbook of Digital Politics*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing Ltd, p. 17-34.

Dalton R. J., 2017, *The Participation Gap: Social Status and Political Inequality*, Oxford, Oxford University Press.

Dalton R. J., 2019 [1988], *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Western Democracies*, Washington, Congressional Quarterly Press.

Dejong D., 1981, « Consensus Information and the Foot-in-the-Door Effect », *Personality and Social Psychology Bulletin*, 7 (3), p. 423-430.

Dennis J., 2019, *Beyond Slacktivism: Political Participation on Social Media*, New York, Palgrave Macmillan.

Dery M., 1994, *Flame Wars: The Discourse of Cyberculture*, Durham, Duke University Press Books.

Di Gennaro C., Dutton W., 2006, « The internet and the public: online and offline political participation in the United Kingdom», *Parliamentary Affairs*, 59 (2), p. 299-313.

Dias da Silva P., 2015, « La vidéo en ligne comme outil de communication politique en Europe », *Communication & Langages*, 183, p. 59-81.

Diaz C., Kosta E., Dekeyser H., Kohlweiss M., Nigusse G., 2008, « Privacy preserving electronic petitions », *Identity in the Information Society*, 1 (1), p. 203-219.

Dormagen J.-Y., Boyadjian J., 2016, « The Mechanisms of Twitter Audience Reach: The Case of the French Political Twittersphere », *IPSA Conference*, Poznan, 23-28 juillet 2016.

Dumas C., Harrison T. M., Hagen L., Zhao X., 2017, « What Do the People Think? E-Petitioning and Policy Decision Making », in A. Paulin, L. Anthopoulos, C. Reddick (dir.), *Beyond Bureaucracy. Towards Sustainable Governance Informatisation*, Cham, Springer International Publishing, p. 187-207.

Dumas C., LaManna D., Harrison T. M., Ravi S. S., Kotfila C., Gervais N., Hagen L., Chen F., 2015, « Examining Political Mobilization of Online Communities Through E-Petitioning Behavior in We the People », *Big Data and Society*, 2 (2), p. 1-26.

Durso R., Jenkins C., Martin A., Stearmer M., 2018, « How to Study Political Activists: A Petition Survey Approach », *Social Science Research*, 73, p. 207-220.

Dutton W. H., Blank G., 2011, « Next Generation Users: The Internet in Britain », *Oxford Internet Surveys*, rapport, University of Oxford (Oxford Internet Institute).

Dutton W. H., Helsper E. J., Gerber M. M., 2009, *The Internet in Britain: 2009*, Oxford, University of Oxford (Oxford Internet Institute).

Duyvendak J. W., 1994, *Le poids du politique : nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan.

Earl J., Kimport K., 2009, « Movement Societies and Digital Protest: Fan Activism and Other Nonpolitical Protest Online », *Sociological Theory*, 27 (3), p. 220-243.

Earl J., Kimport K., 2013, *Digitally enabled social change: Activism in the internet age*, Cambridge (MA), The MIT Press.

Earl J., Schussman A., 2008, « Contesting cultural control: Youth culture and online petitioning », in W. L. Bennett (dir.), *Civic life online: Learning how digital media can engage youth*, Cambridge (MA), MIT Press, p. 71-95.

Eaton M., 2010, « Manufacturing Community in an Online Activist Organization », *Information, Communication & Society*, 13 (2), p. 174-192.

Elnoshokaty A. S., Deng S., Kwak D. H., 2016, « Success factors of online petitions: Evidence from change.org », in *Proceedings of the 49th Annual Hawaii International Conference on System Sciences (HICSS) 5-8 January 2016, Kauai, Hawaii*, Piscataway (NJ), IEEE, p. 1979-1985.

Ergazakis K., Askounis D., Kokkinakos P., Tsitsanis A., 2012, « An Integrated Methodology for the Evaluation of ePetitions », in Y. Charalabidis, S. Koussouris (dir.), *Empowering Open and Collaborative Governance: Technologies and Methods for Online Citizen Engagement in Public Policy Making*, Heidelberg, Springer, p. 39-59.

Escher T., Riehm U., 2017, « Petitioning the German Bundestag: Political Equality and the Role of the Internet », *Parliamentary Affairs*, 70 (1), p. 132-154.

Fatkhiyati N. R., 2019, « Rhetorical strategy and linguistics features in e-petition through Change.org », *Lingua Cultura*, 13 (4), p. 239-245.

Freedman J. L., Fraser S. C., 1966, « Compliance Without Pressure: the Foot-in-the-Door Technique », *Journal of Personality and Social Psychology*, 4 (2), p. 195-202.

Friedman E. J., 2005, « The Reality of Virtual Reality: The Internet and Gender Equality Advocacy in Latin America », *Latin American Politics and Society*, 47 (3), p. 1-34.

Garrett J. B., Wallace B., 1975, « Effect of Communicator-Communicatee Similarity in Political Affiliation upon Petition-Signing Compliance », *Journal of Psychology*, 90 (1), p. 95-98.

Goldfinch S., Gauld R., Herbison P., 2009, « The Participation Divide? Political Participation, Trust in Government, and E-government in Australia and New Zealand », *Australian Journal of Public Administration*, 68 (3), p. 333-350.

Granjon F., 2002a, « Les militants-internautes : passeurs, filtreurs et interprètes », *Communication*, 22 (1), p. 11-32.

Granjon F., 2002b, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement social*, 200, p. 11-32.

Greffet F., Wojcik S., 2008, « Parler politique en ligne : une revue des travaux français et anglo-saxons », *Réseaux*, 150, p. 19-50.

Hagen L., Harrison T. M., Dumas C. L., 2018, « Data Analytics for Policy Informatics: The Case of E-Petitioning », in J. Gil-Garcia, T. Pardo, L. Luna-Reyes (dir.), *Policy Analytics, Modelling, and Informatics. Innovative Tools for Solving Complex Social Problems*, Cham, Springer International Publishing, p. 205-224.

Hagen L., Harrison T. M., Uzuner Ö., May W., Fake T., Katragadda S., 2016, « E-petition popularity: Do linguistic and semantic factors matter? », *Government Information Quarterly*, 33 (4), p. 783-795.

Hagen L., Uzuner Ö., Kotfila C., Harrison T. M., Lamanna D., 2015, « Understanding Citizens' Direct Policy Suggestions to the Federal Government: A Natural Language Processing and Topic Modeling Approach », in *48th Hawaii International Conference on System Sciences*, Piscataway (NJ), IEEE, p. 2134-2143.

Hale S. A., John P., Margetts H., Yasseri T., 2018, « How digital design shapes political participation: A natural experiment with social information », *PLoS ONE*, 13(4), e0196068.

Halpin D., Vromen A., Vaughan M., Raissi M., 2018, « Online petitioning and politics: the development of Change.org in Australia », *Australian Journal of Political Science*, 53 (4), p. 428-445.

Halupka M., 2014, « Clicktivism: A Systematic Heuristic », *Policy & Internet*, 6 (2), p. 115-132.

Harlow S., Guo L., 2014, « Will the Revolution be Tweeted or Facebooked? Using Digital Communication Tools in Immigrant Activism », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 19 (3), p. 463-478.

Harris P. B., McAndrew F. T., 1986, « Territoriality and Compliance: the Influence of Gender and Location on Willingness to Sign Petitions », *Journal of Social Psychology*, 126 (5), p. 657-662.

Helson H., Blake R. B., Mouton J. S., 1958, « Petition-Signing as Adjustment to Situationnal and Personnal Factors », *Journal of Social Psychology*, 48 (1), p. 3-10.

Hill K. A., Hughes J. E., 1998, *Cyberpolitics: Citizen activism in the age of the internet*, Lanham (MD), Rowan & Littlefield.

Himelboim I., Gleave E., Smith M., 2009, « Discussion catalysts in online political discussions: Content importers and conversation starters », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 14 (4), p. 771-789.

Hirzalla F., van Zoonen L., 2011, « Beyond the Online/Offline Divide: How Youth's Online and Offline Civic Activities Converge », *Social Science Computer Review*, 29 (4), p. 481-498.

Hirzalla F., van Zoonen L., de Ridder J., 2011, « Internet Use and Political Participation: Reflections on the Mobilization/Normalization Controversy », *The Information Society*, 27 (1), p. 1-15.

Hoffman L., 2012, « Participation or Communication? An Explication of Political Activity in the Internet Age », *Journal of Information Technology & Politics*, 9 (3), p. 217-233.

Hooghe M., Marien S., 2014, « How to reach Members of Parliament? Citizens and Members of Parliament on the Effectiveness of Political Participation Repertoires », *Parliamentary Affairs*, 67 (3), p. 536-560.

Horstink L., 2017, « Online Participation and the New Global Democracy: Avaaz, a Case Study », *Global Society*, 31 (1), p. 101-124.

Hough R., 2012, « Do Legislative Petitions Systems Enhance the Relationship between Parliament and Citizen? », *The Journal of Legislative Studies*, 18 (3-4), p. 479-495.

Howard P. N., Hussain M., 2013, *Democracy's Fourth Wave? Digital Media and the Arab Spring*, Oxford, Oxford University Press.

Huang S.-W., Suh M. M., Hill B. M., Hsieh G., 2015, « How activists are both born and made: An analysis of users on change.org », in *CHI'15: Proceedings of the 33rd Annual ACM Conference on Human Factors in Computing Systems*, New York, Association for Computing Machinery, p. 211-220.

Ikeda K., Richey S. E., 2005, « Japanese Network Capital: The Impact of Social Networks on Japanese Political Participation », *Political Behavior*, 27 (3), p. 239-260.

Jennings M. K., Zeitner V., 2003, « Internet Use and Civic Engagement: A Longitudinal Analysis », *The Public Opinion Quarterly*, 67 (3), p. 311-334.

Jiang J., Meng T., Zhang Q., 2019, « From Internet to social safety net: The policy consequences of online participation in China », *Governance*, 32 (3), p. 531-546.

Jonsson M., 2014, « Explaining deliberative participation in e-petition systems: the case of Malmö City », *Conference Statsvetenskapliga förbundets metodinternat*, Enköping (Suède), 9-10 juin 2014.

Joyce M., 2010, *Digital Activism Decoded: The New Mechanics of Change*, New York, International Debate Education Association.

Jungherr A., Jürgens P., 2010, « The Political Click: Political Participation through E-Petitions in Germany », *Policy & Internet*, 2 (4), p. 131-165.

Karkin N., Janssen M., 2020, « Structural changes driven by e-petitioning technology: changing the relationship between the central government and local governments », *Information Technology for Development*, 26 (4), p. 837-855.

Karlsson M., Åström J., 2015, « Kan epetitioner utveckla den representativa demokratin? », in *Låt fler forma framtiden!*, Stockholm, Wolters Kluwers, p. 559-605.

Karpf D., 2010, « Online Political Mobilization from the Advocacy Group's Perspective: Looking Beyond Clicktivism », *Policy & Internet*, 2 (4), p. 7-41.

Karpf D., 2016, *Analytic activism: Digital listening and the new political strategy*, Oxford, Oxford University Press.

Keasey C. B, Tomlinson-Keasey C., 1973, « Petition Signing in a Naturalistic Setting », *Journal of Social Psychology*, 89 (2), p. 313-314.

Khutkyy D., 2017, *E-petitions in Ukraine: People's Agenda Setting. Policy Brief*, http://www.fulbrightcircle.org.ua/wp-content/uploads/2017/12/Dmytro_Khutkyy_E-petitions-Eng.pdf (accès le 05/01/2021).

Kitschelt H. P., 1986, « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16 (1), p. 57-85.

Klandermans B., Oegema D., 1994, « Why Social Movements Sympathizers Don't Participate: Erosion and Non-conversion of Support », *American Sociological Review*, 59 (5), p. 703-722.

Konecni V. J., Erbesen E. B., 1975, « Effects of the Presence of Children on Adults' Helping Behaviour and Compliance: Two Field Studies », *Journal of Social Psychology*, 97 (2), p. 181-193.

Krueger B. S., 2002, « Assessing the Potential of Internet Political Participation in the United States. A Resource Approach », *American Politics Research*, 30 (5), p. 476-498.

Lee C., Chen D., Huang T., 2014, « The Interplay Between Digital and Political Divides: The Case of E-Petitioning in Taiwan », *Social Science Computer Review*, 32 (1), p. 37-55.

Lee Francis L. F., Chan Joseph Man, 2016, « Digital media activities and mode of participation in a protest campaign: a study of the Umbrella Movement », *Information, Communication & Society*, 19 (1), p. 4-22.

Leonard C., 2009, « In defense of "slacktivism" », *Blog du Bayer Center for Nonprofit Management (Robert Morris University)*, 1er septembre 2009, https://bayercenter.wordpress.com/2009/09/01/in-defense-of-slacktivism (accès le 05/01/2021).

Leys C., 1955, « Petitioning in the 19th and 20th Century », *Political Studies*, 3 (1), p. 45-64.

Lim M., 2013, « Framing Bouazizi: "White lies", hybrid network, and collective/connective action in the 2010/11 Tunisian uprising », *Journalism*, 14 (7), p. 924-941.

Linde J., Karlsson M., 2013, « The Dictator's New Clothes: The Relationship Between E-Participation and Quality of Government in Non-Democratic Regimes », *International Journal of Public Administration*, 36 (4), p. 269-281.

Lindner R., Riehm U., 2009, « Electronic Petitions and Institutional Modernization. International Parliamentary E-Petition Systems in Comparative Perspective », *eJournal of eDemocracy & Open Government*, 1 (1), p. 1-11.

Lindner R., Riehm U., 2011, « Broadening Participation Through E-Petitions? An Empirical Study of Petitions to the German Parliament », *Policy & Internet*, 3 (1), p. 1-23.

Lipset S. M., 1960, *Political man. The Social Bases of Politics*, Garden City (NY), Doubleday.

Macintosh A., Malina A., Farrell S., 2002, « Digital Democracy through Electronic Petitioning », in W. McIver, A. K. Elmagarmid (dir.), *Advances in Digital Government: Technology, Human Factors, and Policy*, Boston/Dordrecht/Londres, Kluwer Academic Publishers, p. 137-148.

Margetts H. Z., John P., Hale S. A., Reissfelder S., 2015, « Leadership without Leaders? Starters and Followers in Online Collective Action », *Political Studies*, 63 (2), p. 278-299.

Margetts H., John P., Escher T., Reissfelder S., 2009, « Can the internet overcome the logic of collective action? An experimental approach to investigating the impact of social pressure on political participation », *Political Studies Association Annual Conference*, University of Manchester, 7-9 avril 2009.

Margetts H. Z., 2009, « The Internet and Public Policy », *Policy & Internet*, 1 (1), p. 1-21.

Margolis M., Resnick D., 2000, *Politics as usual: The cyberspace "revolution"*, Thousand Oaks, Sage publications.

Mellon J., Gilman H. R., Sjoberg F. M., Peixoto T., 2017, « Gender and Political Mobilization Online: Participation and Policy Success on a Global Petitioning Platform », *Ash Center Occasional Papers Series*, juillet 2017, p. 1-62.

Min Seong-Jae, 2010, « From the Digital Divide to the Democratic Divide: Internet Skills, Political Interest, and the Second-Level Digital Divide in Political Internet Use », *Journal of Information Technology & Politics*, 7 (1), p. 22-35.

Mitchell R. C., 1979, « National Environment Lobbies and the Apparent Illogic of Collective Action », in C. S. Russell (dir.), *Collective Decision Making. Applications for Public Choice Theory*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins, p. 87-121.

Monnoyer-Smith L., 2011, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations*, 1, p. 156-185.

Morozov E., 2009, « The Brave New World of Slacktivism », *Foreign Policy*, 19 mai 2009, https://foreignpolicy.com/2009/05/19/the-brave-new-world-of-slacktivism/ (accès le 17 avril 2021).

Morozov E., 2011, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs.

Morris-Jung J., 2015, « Vietnam's Online Petition Movement », *Southeast Asian Affairs*, p. 402-415.

Morva O., 2016, « Are E-Petitions Operative for Change? On the Effectiveness and the Transformative Potential of E-Petitioning », in *Proceedings of the 22nd International Academic Conference (Lisbon, april 2016)*, Prague, International Institute of Social and Economic Sciences (IISES), p. 183-192.

Mosca L., Santucci D., 2009, « Petitioning online. the role of e-petitions in web campaigning », in S. Baringhorst, V. Kneip, J. Niesyto (dir.), *Political campaigning on the web*, Bielefeld, Transcript Verlag, p. 121-146.

Mutz D., Wojcieszak M., 2009, « Online Groups and Political Discourse: Do Online Discussion Spaces Facilitate Exposure to Political Disagreement? », *Journal of Communication*, 59 (1), p. 40-56.

Nam T., 2012, « Dual effects of the internet on political activism: Reinforcing and mobilizing », *Government Information Quarterly*, 29 (suppl. 1), p. 90-97.

Navarria G., 2012, « E-petitioning and representative democracy: a doomed marriage? », in A. Manoharan, M. Holzer (dir.), *e-Governance and civic engagement: factors and determinants of e-democracy*, Hershey, IGI Global, p. 362-379, http://196.189.45.87/bitstream/123456789/63883/1/17.pdf.pdf#page=381 (accès le 17/04/2021).

Neihouser M., 2014, « Les blogs politiques, un support favorable à l'engagement citoyen ? », *Politiques de communication*, 3, p. 59-84.

Neiman M., Gottdiener M., 1982, « The Relevance of the Qualifying Stage of Initiative Politics: the Case of Petition Signing », *Social Science Quarterly*, 63 (3), p. 582-588.

Neiman M., Gottdiener M., 1985, « Qualifying Initiatives: a Heuristic Use of Data to Commend an Unexplored Stage of Direct Democracy », *The Social Science Journal*, 22 (1), p. 99-109.

Neumayer C., Schoßböck J., 2011, « Political Lurkers? Young people in Austria and their political life worlds online », *CeDEM11 Conference for E-Democracy and Open Government*, Danube University Krems, Krems (Autriche), 5-6 mai 2011, p. 131-143.

Norris P. (dir.), 2000, *A Virtuous Circle: Political Communications in Postindustrial Societies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Norris P., 2001, *Digital divide: Civic engagement, information poverty, and the internet worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.

Norris P., 2003, « Preaching to the Converted? Pluralism, Participation and Party Websites », *Party Politics*, 9 (1), p. 21-45.

Ollitrault S., 1999, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 98, p. 153-185.

Oser J., Hooghe M., Marien S., 2013, « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification », *Political Research Quarterly*, 66 (1), p. 91-101.

Östling A., 2011, « How democratic is e-participation? A comparison between e-Petition and e-Parliament cases in four European countries », *CeDEM11 Conference for E-Democracy and Open Government*, Danube University Krems, Krems (Autriche), 5-6 mai 2011, p. 59-70.

Palmieri S., 2008, « Petition effectiveness: improving citizens' direct access to parliament », *Australasian Parliamentary Review*, 23 (1), p. 121-135.

Panagiotopoulos P., Al-Debei Mutaz M., 2010, « Engaging with Citizens Online: Understanding the Role of ePetitioning in Local Government Democracy », *The Internet,*

*Policy & Politics Conferences*, University of Oxford (Oxford Internet Institute), 16-17 septembre 2010.

Panagiotopoulos P., Elliman T., 2012, « Online Engagement from the Grassroots: Reflecting on over a Decade of ePetitioning Experience in Europe and the UK. Berlin », in Y. Charalabidis, S. Koussouris (dir.), *Empowering Open and Collaborative Governance Technologies and Methods for Online Citizen Engagement in Public Policy Making*, Heidelberg, Springer Berlin Heidelberg, p. 79-94.

Panagiotopoulos P., Sams St., Elliman T., Fitzgerald G., 2011, « Do social networking groups support online petitions? », *Transforming Government: People, Process and Policy*, 5 (1), p. 20-31.

Peretti J., Micheletti M., 2004, « The Nike Sweatshop Email: Political Consumerism, Internet, and Culture Jamming », in M. Micheletti, A. Follesdal, D. Stolle (dir.), *Politics, Products, and Markets. Exploring Political Consumerism Past and Present*, New Brunswick (NJ)/Londres, Transaction Publishers.

Pierce J. C., Lovrich N. P., 1982, « Survey Measurement of Political Participation: Selective Effects of Recall in Petition Signing », *Social Science Quarterly*, 63 (1), p. 164-171.

Poster M., 1997, « Cyberdemocracy: The Internet and the Public Sphere », in D. Holmes (dir.), *Virtual Politics, Identity and Community in Cyberspace*, Londres, Sage, p. 212-228.

Proskurnia J., Aberer K., Cudré-Mauroux P., 2016, « Please sign to save...: How online environmental petitions succeed », *1st International Workshop on the Social Web for Environmental and Ecological Monitoring (SWEEM)*, Cologne, 17 mai 2016.

Proskurnia J., Grabowicz P., Kobayashi R., Castillo C., Cudré-Mauroux P., Aberer K., 2017, « Predicting the success of online petitions leveraging multidimensional time-series », in *Proceedings of the 26th International Conference on World Wide Web (WWW'17)*, Genève, International World Wide Web Conferences Steering Committee, p. 755-764.

Puschmann C., Bastos M. T., Schmidt J.-H., 2017, « Birds of a feather petition together? Characterizing e-petitioning through the lens of platform data », *Information, Communication & Society*, 20 (2), p. 203-220.

Ranchordás S., 2017, « Digital agoras: democratic legitimacy, online participation and the case of Uber-petitions », *The Theory and Practice of Legislation*, 5 (1), p. 31-54.

Rheingold H., 1994, *The Virtual Community. Homesteading on the Electronic Frontier*, New York, Harper Perennial.

Riehm U., Böhle K., Lindner R., 2014, *Electronic petitioning and modernization of petition systems in Europe*, Berlin, Books on demand.

Santucci D., 2007, « Studying e-petitions: state of the art and challenges », *ESF-LiU Conference Electronic Democracy: Achievements and Challenges*, Vadstena, 21-25 novembre 2007.

Schlozman K. L., Verba S., Brady H., 2010, « Weapon of the Strong? Participatory Inequality and the Internet », *Perspectives on Politics*, 8 (2), p. 487-502.

Schmidt J.-H., Johnsen K., 2014, *On the Use of the E-Petition Platform of the German Bundestag*, Rochester, Social Science Research Network.

Schradie J., 2019, *The Revolution that wasn't: how Digital Activism favors Conservatives*, Harvard, Harvard University Press.

Schumann S., Klein O., 2015, « Substitute or stepping stone? Assessing the impact of low-threshold online collective actions on offline participation », *European Journal of Social Psychology*, 45 (3), p. 308-322.

Serdült U., Mendez F., Harris M., Su Seo Hyeon, 2016, « Scaling Up Democracies with E-Collecting? », *2016 Conference for E-Democracy and Open Government (CeDEM)*, Danube University Krems, Krems (Autriche), 18-20 mai 2016.

Sheppard J., 2015, « Online petitions in Australia: Information, opportunity and gender », *Australian Journal of Political Science*, 50 (3), p. 480-495.

Shulman S. W., 2005, « The Internet still might (but probably won't) change everything: Stakeholder views on the future of electronic rulemaking », *I/S: A Journal of Law and Policy for the Information Society*, 1 (1), p. 111-145.

Shulman S. W., 2009, « The case against mass e-mails: Perverse incentives and low quality public participation in U.S. federal rulemaking », *Policy & Internet*, 1 (1), p. 23-53.

Sola Pool (de) I., 1983, *Technologies of Freedom*, Cambridge, Belknap Press.

Sriprasit S., 2014, *The Mobilization Effects of Online Campaigns: An Experimental Study of Online Environmental Petitions*, mémoire de master, Université d'Amsterdam.

Stang D. J., 1976, « Groupe Size Effects on Conformity », *Journal of Social Psychology*, 98 (2), p. 175-181.

Strange M., 2011, « "Act now and sign our joint statement!" What role do online global group petitions play in transnational movement networks? », *Media, Culture & Society*, 33 (8), p. 1236-1253.

Theocharis Y., Lowe W. E. M., 2016, « Does Facebook increase political participation? Evidence from a field experiment », *Information, Communication & Society*, 19 (10), p. 1465-1486.

Théviot A., Mabi C., 2014, « S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques », *Politiques de communication*, 3, p. 5-24.

Thimsen A. F., 2015, « Digital Petitions Against Corporate Rights: Slacktivist Democracy? », *Review of Communication*, 15 (3), p. 221-239.

Thomas J. C., Streib G., 2003, « The New Face of Government: Citizen-Initiated Contacts in the Era of E-Government », *Journal of Public Administration Research and Theory: J-PART*, 13 (1), p. 83-101.

Toland J., 2011, « E-Petitions in Local Government: The Case of Wellington City Council », *Proceedings of the C&T 2011 Workshop on Government and Citizen Engagement*, Brisbane (Australie), 29 juin-2 juillet 2011.

Vaccari C., Valeriani A., Barberá P., Bonneau R., Jost J. T., Nagler J., Tucker J. A., 2015, « Political Expression and Action on Social Media: Exploring the Relationship Between Lower- and Higher-Threshold Political Activities Among Twitter Users in Italy », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 20 (2), p. 221-239.

Van Laer J., 2010, « Activists Online and Offline: The Internet as an Information Channel for Protest Demonstrations », *Mobilization: An International Quarterly*, 15 (3), p. 347-366.

Van Laer J., Aelst P., 2010, « Internet and Social Movement Action Repertoires », *Information. Communication & Society*, 13 (8), p. 1146-1171.

Verslype K., Lapon J., Verhaeghe P., Naessens V., De Decker B., 2008, *PetAnon: A privacy-preserving epetition system based on idemix*, rapport CW 522, Katholieke Universiteit Leuven (Department of Computer Science), http://www.cs.kuleuven.be/publicaties/rapporten/cw/CW522.abs.html (accès le 04/01/2021).

Vicente M. R., Novo A., 2014, « An empirical analysis of e-participation. The role of social networks and e-government over citizens' online engagement », *Government Information Quarterly*, 31 (3), p. 379-387.

Vie S., 2014, « In defense of "slacktivism": The Human Rights Campaign Facebook logo as digital activism », *First Monday*, 19 (4), 7 avril 2014, https://firstmonday.org/article/view/4961/3868 (accès le 05/01/2021).

Vissers S., Stolle D., 2014, « The Internet and new modes of political participation: online versus offline participation », *Information, Communication & Society*, 17 (8), p. 937-955.

Walsh E. J., 1977, « Petition Signing in Town and on Campus », *Journal of Social Psychology*, 102, p. 323-324.

Wang Zhong, Zhong Ying, 2020, « What were residents' petitions in Beijing- based on text mining », *Journal of Urban Management*, 9 (2), p. 228-237.

Weber Lori M., Loumakis A., Bergman J., 2003, « Who Participates and Why? An Analysis of Citizens on the Internet and the Mass Public », *Social Science Computer Review*, 21 (1), p. 26-42.

Welp Y., Font Fabrega J., Alarcon P., Garcia-Espin P., 2018, « Influencing politics with signatures? Models and experiences of local citizens initiative », *18th IOPD International Conference*, Barcelone, 25-27 novembre 2018.

Whyte A., Renton A., Macintosh A., 2005, *e-Petitioning in Kingston and Bristol: Evaluation of e-Petitioning in the Local e-Democracy National Project*, rapport, Londres, Improvement and Development Authority.

Winner L., 1994, « From the Pump to the Loom: New Infrastructure and American Democracy », in A. Teich (dir.), *Science and Technology Policy Yearbook*, Washington D. C., American Association for the Advancement of Science (AAAS), p. 87-92.

Wojcik S., 2009, « Prendre au sérieux la démocratie électronique. De quelques enjeux et controverses sur la participation politique en ligne », *La démocratie électronique*, Besançon, novembre 2009, halshs-00591937.

Wolfsfeld G., 1986, « Evaluational Origins of Political Action: The Case of Israel », *Political Psychology*, 7 (4), p. 767-788.

Wong S., Peng M., 2015, « Petition and Repression in China's Authoritarian Regime: Evidence from a Natural Experiment », *Journal of East Asian Studies*, 15 (1), p. 27-67.

Wright S., 2012a, « From "Third place" to "Third space": everyday political talk in non-political online spaces », *Javnost-The Public*, 19 (3), p. 5-20.

Wright S., 2012b, « Assessing (e-) democratic innovations: "Democratic goods" and Downing Street E-petitions », *Journal of Information Technology & Politics*, 9 (4), p. 453-470.

Wright S., 2015a, « Populism and Downing Street E-petitions: Connective Action, Hybridity, and the Changing Nature of Organizing », *Political Communication*, 32 (3), p. 414-433.

Wright S., 2015b, « E-petitions », in S. Coleman, D. Freelon (dir.), *Handbook of digital politics*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing Limited, p. 136-150.

Wright S., 2016, « "Success" and online political participation: The case of Downing Street E-petitions », *Information, Communication & Society*, 19 (6), p. 843-857.

Yasseri T., Hale S. A., Margetts H. Z., 2017, « Rapid Rise and Decay in Petition Signing », *EPJ Data Science*, 6, art. 20, DOI:10.1140/epjds/s13688-017-0116-6.

Yasseri T., Hale Scott A., Margetts H., 2013, « Modeling the Rise in Internet-based Petitions », texte non publié, https://arxiv.org/abs/1308.0239 (accès le 04/01/2021).

Zadra M., 2020, « Do Central Government e-Democracy Reforms Work for Mid-Size Municipalities? A Case Study of the Long-Term Effects of e-Petitioning in Southampton », *14th ECPR General Conference*, événement en ligne, 24-28 août 2020.

Zaret D., 1996, « Petitions and the "Invention" of Public Opinion in the English Revolution », *American Journal of Sociology*, 101 (6), p. 1497-1555.

Zaret D., 2000, *Origins of Democratic Culture. Printing, Petitions and the Public Sphere in Early-Modern England*, Princeton, Princeton University Press.

Zúñiga (de) H. G., Veenstra A., Vraga E., Shah D., 2010, « Digital Democracy: Reimagining Pathways to Political Participation », *Journal of Information Technology & Politics*, 7 (1), p. 36-51.

**Jean-Gabriel Contamin** est professeur de science politique à l'Université de Lille et doyen de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille. Spécialiste de l'étude des mobilisations collectives, des méthodes des sciences sociales mais aussi de l'analyse des usages sociaux du droit, il a consacré ses travaux doctoraux à l'étude du pétitionnement, dont sont issues plusieurs publications (dans *Genèses*, *Politix*…), dont la notice « Petitions » dans la *Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements* (Wiley-Blackwell, Oxford). Il est l'initiateur du projet ANR APPEL (pour « Analyse Pluridisciplinaire du Pétitionnement En Ligne »), qui a rassemblé des politistes, sociologues, juristes, spécialistes des sciences du langage et informaticiens, de France, Belgique et du Royaume-Uni, pour étudier l'e-pétitionnement et ses usages, et dont sont issues plusieurs publications de ce dossier.

**Raphaël Kies** a obtenu son doctorat à l'Institut Universitaire Européen. Il est chercheur à l'Université du Luxembourg, où il travaille et enseigne sur des projets liés à la démocratie participative, les élections et les médias. Dans le domaine de la démocratie participative, il a organisé plusieurs événements visant à promouvoir et analyser la participation démocratique au Luxembourg. Parmi ceux-ci, la consultation européenne des citoyens (ECC, en 2007 et 2009) et les Systèmes d'aide au vote (SAV) *smartvote.lu*, *EUprofiler* et *EUandI* (de 2009 et 2013). Concernant les élections, il est coauteur des rapports officiels des élections nationales et européennes au Luxembourg depuis 2009 et coresponsable de l'European Values Study pour le Luxembourg (EVS 2018). Dans le domaine des médias, il est responsable national du Media Pluralism Monitor (MPM) et membre du conseil d'administration de la radio publique luxembourgeoise Radio 100,7.

**Olivier Paye** est docteur en sciences politiques de l'Université Libre de Bruxelles et professeur depuis 2001 à l'Université Saint-Louis–Bruxelles où il a fondé le Centre de recherche en science politique (CReSPo) qu'il a dirigé jusqu'en 2010. Ses domaines d'étude privilégiés concernent la sociologie politique du droit et de la famille, la gouvernance, les politiques publiques et la participation politique. Coauteur en 2014 de l'ouvrage *Fondements de science politique* (De Boeck), il est copromoteur et coordinateur des équipes belges associées au projet de recherche APPEL (pour « Analyse Pluridisciplinaire du Pétitionnement En Ligne ») financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) française.

**Jean-Benoit Pilet** est professeur en science politique à l'Université Libre de Bruxelles (ULB, Belgique). Il y travaille au sein du Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL). Ses travaux portent principalement sur les élections, les systèmes électoraux et les partis politiques. Il est notamment le coauteur de *Faces on the Ballot. The Personalization of Electoral Systems in Europe* (2016, Oxford University Press, avec Alan Renwick) et de *Politics of Party Leadership* (2016, Oxford University Press, avec William Cross). Depuis quelques années, il travaille également sur les nouvelles formes de participation politique, ainsi que sur les outils de démocratie participative et délibérative. Il coordonne sur ces questions le projet POLITICIZE (ERC Consolidator Grant).